

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2211

19 octobre 2010

SOMMAIRE

Aviapartner Group S.A.	106128	Isar S.à r.l.	106083
Aviapartner LH2 S.à r.l.	106128	ISTC (Luxembourg) S.A.	106128
Aviapartner LH3 S.à r.l.	106128	LBREM NW Holdings S.à r.l.	106127
F.07 Peintures et Façades	106084	LSF5 Lux Investments S.à r.l.	106126
F.08 EIE - Entreprise d'isolations et d'étanchéités	106084	LSF6 Lux Investments II S. à r.l.	106126
F.09 Pro-Tec-Toit	106083	RecyCoal S.A.	106084
F.11 Alliance Echafaudages	106083	Saltsea S.A.	106127
F.12 Menuiseries Classic	106083	Service Automobile S.A.	106127
F.15 Alliance Locations	106084	Sister Line S.A.	106082
F.16 Ferblanteries Crolux	106128	Solter II S.A.	106082
G.I. Beteiligung S.A.	106083	Steinweber Aktiengesellschaft A.G.	106082
GREEN CROSS S.à.r.l., société de gestion de patrimoine familial. (SPF)	106125	TAO Invest S.A.	106127
Hardwick Properties S.à.r.l.	106125	Technossence S.A.	106082
Hermès Finance AG	106124	Vermietungsgesellschaft Objekt 12	106125
Hestia S.A.	106124	Vis Capital S.A.	106125
Innova Financial Holding S.à r.l.	106126	VISTRA (Luxembourg) S. à r.l.	106126
Inspicio S. à r.l.	106126	Vocatus S.à r.l.	106082
International Shipowners Reinsurance Company S.A.	106124	Wintrop Immobilien Gesellschaft S.A. ..	106084

Sister Line S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 96, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 141.053.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010121186/10.

(100137568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Steinweber Aktiengesellschaft A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 147.222.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010121190/10.

(100137483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Solter II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 132.501.

Par la présente, nous vous informons que Monsieur Jorrit Cromptvoets a démissionné de son poste d'administrateur
avec effet au 7 septembre 2010.

Luxembourg, le 7 septembre 2010.

*Pour Vistra (Luxembourg) S.à r.l.**Société domiciliataire*

Wim Rits / Ivo Hemelraad

Référence de publication: 2010121189/13.

(100137438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Technossence S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 104.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 août 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010121198/10.

(100137585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Vocatus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 137.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010121213/10.

(100137489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

F.09 Pro-Tec-Toit, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 122.903.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour F.09 PRO-TEC-TOIT s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010121271/11.

(100136643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

F.11 Alliance Echafaudages, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 122.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour F.11 ALLIANCE ECHAFAUDAGES s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010121272/11.

(100136638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

F.12 Menuiseries Classic, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 122.917.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour F.12 MENUISERIES CLASSIC s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010121273/11.

(100136634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

G.I. Beteiligung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 55.517.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010121279/10.

(100136843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

Isar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 142.018.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 septembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010121288/10.

(100136916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

F.07 Peintures et Façades, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 122.896.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour F.07 PEINTURES ET FACADES s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010121269/11.

(100136645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

F.08 EIE - Entreprise d'isolations et d'étanchéités, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 122.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour F.08 E.I.E. ENTREPRISE D'ISOLATIONS ET D'ETANCHEITES s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010121270/11.

(100136644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

F.15 Alliance Locations, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 123.318.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour F.15 ALLIANCE LOCATIONS s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010121274/11.

(100136631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

Wintrop Immobilien Gesellschaft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 141.199.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010121220/10.

(100137523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

RecyCoal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 154.244.

In the year two thousand and ten, on the twenty-seventh of July.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg,

Was held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of "RecyCoal S.A." (R.C. Luxembourg, section B number 154244) (hereinafter, the "Corporation"), having its registered office in Luxembourg, incorporated by a notarial deed on July 8, 2010.

The meeting is presided over by Mr Christoph PIEL, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Arlette SIEBENALER, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Quentin RUTSAERT, avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all the 28,000 (twenty-eight thousand) shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1.- Exchange of the 28,000 (twenty-eight thousand) existing shares of 1.- GBP (one Pound Sterling) each by 1,400,000 (one million four hundred thousand) ordinary A shares of GBP 0.02 each.

2.- Increase of the capital of the Corporation by an amount of GBP 791,466.36 (seven hundred and ninety-one thousand four hundred and sixty-six point thirty six Pound Sterling) to bring it from its present amount of GBP 28,000 (twenty-eight thousand Pound Sterling) at GBP 819,466.36 (eight hundred and nineteen thousand four hundred and sixty-six thousand point thirty-six Pound Sterling) through the issue of 39,266,650 (thirty-nine million two hundred and sixty-six thousand six hundred and fifty) new ordinary A shares, 153,334 (one hundred and fifty-three thousand three hundred and thirty-four) new ordinary B shares and 153,334 (one hundred fifty-three thousand three hundred and thirty-four) new ordinary C shares.

3.- Subscription and payment of the new shares.

4.- Complete restatement of the articles of incorporation.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The meeting decides to exchange the 28,000 (twenty-eight thousand) existing shares of 1.- GBP (one Pound Sterling) each by 1,400,000 (one million four hundred thousand) ordinary A shares of GBP 0.02 each.

Second resolution

The meeting decides to

(i) create two new classes of shares B and C,

(ii) increase the capital of the Corporation by an amount of GBP 791,466.36 (seven hundred and ninety-one thousand four hundred and sixty-six point thirty six Pound Sterling) to bring it from its present amount of GBP 28,000 (twenty-eight thousand Pound Sterling) at GBP 819,466.36 (eight hundred and nineteen thousand four hundred and sixty-six thousand point thirty-six Pound Sterling) through the issue of 39,266,650 (thirty-nine million two hundred and sixty-six thousand six hundred and fifty) new ordinary A shares, 153,334 (one hundred and fifty-three thousand three hundred and thirty-four) new ordinary B shares and 153,334 (one hundred fifty-three thousand three hundred and thirty-four) new ordinary C shares.

Subscription and Payment

The existing shareholder waives as far as necessary its preferential subscription right and states that the new shares are subscribed as follows:

No. of A Ordinary Shares subscribed by the existing shareholder NaCoal S.A.,

having its registered office at Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, here

represented by Mr Christoph PIEL, prenamed, by virtue of a proxy

hereto attached 25,932,250 A Ordinary Shares

Aggregate subscription price for A Shares 518,645 GBP

Name	No of A Ordinary Shares to be subscribed	No of B Ordinary Shares to be subscribed	No of C Ordinary Shares to be subscribed	Total amount to be invested (£)
------	--	--	--	---------------------------------------

Thomas John Allchurch Manor House Station
Road Womersley Doncaster South

Yorkshire DN6 9BL	5,000,000	66,667	66,667	102,666.68
-----------------------------	-----------	--------	--------	------------

Steven Beaumont 34 Moorway

Hawkshaw Bury BL8 4LF	2,500,000	33,333	33,333	51,333.32
---------------------------------	-----------	--------	--------	-----------

Thomas Michael Lenagh 25 Nottingham

Drive Wingerworth Chesterfield S42 6ND	2,500,000	33,333	33,333	51,333.32
--	-----------	--------	--------	-----------

Michael Thomas Winton Tod Newton

Place Marton Lane Willingham By	500,000	6,667	6,667	10,266.68
---------------------------------	---------	-------	-------	-----------

Stow Gainsborough Lincolnshire DN21 5JU				
David Taylor Wilson 66 Mowbray Road Hartlepool Teesside TS25 2NA	500,000	6,667	6,667	10,266.68
Thomas John Allchurch Manor House Station Road Womersley Doncaster South Yorkshire DN6 9BL	5,000,000	66,667	66,667	102,666.68
William Bernard Fitzgerald 42 Darrington Road East Hardwick Pontefract WF8 3DS	500,000	6,667	6,667	10,266.68
Name				No of A Ordinary Shares
Martin Keith Bolland 6 Whittaker Street, London, SW1W 8JQ				917,200
Paul Richard Martin Pindar Byron House Bourneside Virginia Water Surrey GU25 4LZI				366,900
Nicholas John Robinson Ferry Nab Ferry Lane Medmanham SL7 2EZ				550,300

The new subscribers are all here represented by Mr Quentin Rutsaert, avocat à la Cour, residing professionally in L-2613 Luxembourg, 7 place du Théâtre by virtue of proxies hereto attached.

The proof of the total payment of GBP 791,466.36 (seven hundred and ninety-one thousand four hundred and sixty-six point thirty six Pound Sterling) for the new shares has been given to the notary who expressly acknowledges it.

Third resolution

The meeting decides to restate the articles of incorporation as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration.

Art. 1. Form, Corporate Name. There hereby exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of "RecyCoal S.A." (hereafter the "Company"), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. The board of directors or, in case of a sole director, the sole director is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the registered office.

The registered office of the Company may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the board of directors or, in case of a sole director, by the sole director.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Corporate Objectives. The Company's object is to acquire and hold interests, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form, except by way of public offer, or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even non substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter the "Connected Companies" and each as a "Connected Company").

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the

company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg law;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

The Company may further use its funds for the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as for any other operations relating to real estate. In particular, the Company may have direct or indirect shareholdings in companies and participations in limited partnerships or other legal entities in whatever form and based in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate, including real estate located abroad.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II. - Capital, Shares.

Art. 5. Corporate Capital. The share capital is set GBP 819,466.36 (eight hundred and nineteen thousand four hundred and sixty-six point thirty-six Pound Sterling) represented by 40,973,318 (forty million nine hundred and seventy-three thousand three hundred and eighteen) shares with a par value of two pence (GBP 0.02), whereof 40,666,650 (forty million six hundred and sixty-six thousand six hundred and fifty) shares are ordinary A shares, 153,334 (one hundred and fifty-three thousand three hundred and thirty-four) shares are ordinary B shares and 153,334 (one hundred and fifty-three thousand three hundred and thirty-four) shares are ordinary C shares.

The shares are in principle in registered form, or in bearer form at the request of the shareholders and subject to legal conditions.

Art. 6. Capital Amendment. The share capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 7. Distribution Right of Shares. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Share Indivisibility. Towards the Company, the Company's shares are indivisible and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Redemption of Shares. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the Law, to redeem shares in its own capital.

Chapter III. - Management, Statutory auditor.

In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a board of directors consisting of at least three members, who need not be shareholders. If at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that all the shares of the Company are held by one single shareholder, the Company may be managed by one single director (the "sole director") until the next general meeting of the shareholders acknowledging the existence of more than one shareholder.

A legal entity may be a member of the board of directors or may be the sole director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

The directors or the sole director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. The directors may be removed ad nutum by a resolution of the general meeting of shareholders holding a majority of votes.

In the event of vacancy of a member of the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

Art. 11. Meetings of Board of Directors. The board of directors shall elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, he will be replaced by a director elected for this purpose from among the directors present at the meeting.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors. In case that all the directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

The board of directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies. Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by fax, by e-mail or by any other suitable means another director as his proxy. A director may also appoint another director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

All decisions by the board of directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the chairman has a casting vote.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing their identification and allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating director shall be authorised to vote by telephone or video conference call.

Written resolutions of the board of directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the board of directors. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by mail, fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the board of directors' meetings, duly convened and physically held.

Votes may also be cast by fax, e-mail or telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The minutes of a meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or by any two directors. Extracts shall be certified by the chairman or by any two directors.

Art. 12. Powers of the Director. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors or, in case of a sole director, of the sole director.

Any director having an interest in a transaction submitted for approval to the board of directors conflicting with that of the Company, shall advise the board of directors thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the directors may have had an interest conflicting with that of the company.

If there is only one shareholder, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its sole director having an interest conflicting with the one of the Company.

The provisions of the two preceding paragraphs are not applicable when the decisions of the board of directors of the Company or of the sole director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

Art. 13. Representation of the Company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a sole director, bound by the sole signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the joint signature of any two directors or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two directors or the sole director of the Company, but only within the limits of such power.

Art. 14. Sub-Delegation and Agent of Director. The board of directors or, in case of a sole director, the sole director may sub-delegate their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

That member of the board of directors or, in case of a sole director, the sole director will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 15. Liabilities of the Director. The directors or the sole director (as the case may be) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, provided that such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Law.

Art. 16. Statutory Auditor. The Company is supervised by one or more statutory auditors.

The general meeting of shareholders appoints the statutory auditor(s) and determines their number, their remuneration and the term of their office. The appointment may, however, not exceed a period of six years. In case the statutory auditors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for six years from the date of their election.

The statutory auditors are re-eligible.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 17. Powers of the General Meeting of Shareholder(s). The Company may have a sole shareholder or a plurality of shareholders. The death, suspension of civil rights, dissolution, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder does not result in the dissolution of the Company.

In case there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decisions in writing.

In case of a plurality of shareholders, any regularly constituted general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Each share is entitled to one vote.

Any general meeting shall be convened by the board of directors by means of convening notice sent to each registered shareholder in compliance with the Law. It must be convened following the request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In case all the shareholders are present or represented and if they declare that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication. Shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

Resolutions can, instead of being passed at a general meeting of Shareholders, be passed in writing. In this case, each shareholder shall be served the precise wording of the text of the resolutions(s) to be passed, and shall give its vote in writing using a specific form. For each proposed resolution submitted to the decision of the meeting, the voting form shall contain three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received twenty-four (24) hours prior to the general meeting of shareholders they relate to.

Such resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of a general meeting of Shareholders shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing (or, if the shareholder is a legal entity, its legal representative(s)) in writing, by fax, e-mail or other similar means as his proxy another person who need not be a shareholder.

The shareholders are entitled to participate to the meeting by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing their identification and allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority.

Unless otherwise provided by Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

When the Company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Art. 18. Annual General Meeting of Shareholder(s) . The annual general meeting of shareholders of the Company is held in the Grand Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, each year on the first Tuesday of November – or if this is a banking holiday in Luxembourg, on the following day, which is not a banking holiday - at 14:30 (CET) .

Chapter V. - Business year - Balance sheet.

Art. 19. Business Year. The Company's business year starts on the first day of July of each year and ends on the last day of June of the following year.

At the end of each business year, the board of directors or, in case of a sole director, the sole director draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the statutory auditors who shall make a report containing comments on such documents.

Art. 20. Allocation and Distribution of the Profits. Each year, an amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

The board of directors may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VI. - Dissolution - Liquidation.

Art. 21. Causes of Dissolution. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendment to the Articles.

Art. 22. Liquidation. Upon the dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Chapter VII. - Applicable law.

Art. 23. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Chapter VIII - Shares

Art. 24. In this chapter VIII the following definitions shall apply:

"A Ordinary Share" means an A ordinary share of £0.02 in the capital of the Company having the rights and being subject to the restrictions in the Investment Agreement and in the Articles;

"A Shareholder" means a holder from time to time of an A Ordinary Share;

"Accounting Period" means an accounting reference period beginning on 1 July and ending on the following 30 June provided that for any member of the Group not in existence on 1 July in any year, the accounting reference period in respect of such member of the Group will begin on the date of the formation of the relevant Group member;

"Acquisition Documents" shall have the same meaning herein as in the Acquisition Agreement;

"Additional Loan Notes" means the £30,005,799.96 unsecured fixed rate loan notes 2018 to be subscribed in accordance with the provisions of clause 4 of the Investment Agreement and which are also constituted by the Loan Note Deed;

"Approved Offer" has the meaning given in article;

"Articles" means the articles of association of the Company in the agreed form and as amended or replaced from time to time;

"Auditors" means the Company's incumbent auditors;

"B Ordinary Share" means a B ordinary share of £0.02 in the capital of the Company having the rights and being subject to the restrictions set out in the Investment Agreement and in the Articles;

"B Put Option" means the option in relation to the B Ordinary Shares as detailed in article;

"B Threshold" means £60,000,000;

"B Threshold Excess" means the Fair Market Amount less the B Threshold;

"B Shareholder" means a holder from time to time of a B Ordinary Share;

"Bad Leaver" means a Relevant Individual who ceases to be an employee and/or director of the Company or any member of the Group and who is not a Good Leaver;

"Board" means the incumbent board of directors of the Company;

"Business Day" means a day (which for these purposes ends at 5.30pm) on which banks are open for commercial business in the City of London other than a Saturday or a Sunday;

"Business Plan" means the business plan and projections for the Group in the agreed form;

"Buyer" has the meaning given in article;

"BuyerCo" means RECYCOAL LIMITED a company registered in England and Wales with number 7301954 whose registered office is at Aardvark House, Sidings Court, Doncaster, South Yorkshire, DN4 5NU;

"C Ordinary Share" means a C Ordinary Share of £0.02 in the capital of the Company having the rights and being subject to the restrictions in the Investment Agreement and the Articles;

"C Put Option" means the option in relation to the C Ordinary Shares as detailed in article;

"C Shareholder" means a holder from time to time of a C Ordinary Share;

"C Threshold" means £130,000,000;

"C Threshold Excess" means the Fair Market Amount less the C Threshold;

"Cessation Date" means the date on which a Relevant Individual gives or is given notice to terminate his contract of employment with a Group member;

"Co-Investment Scheme" means a scheme under which certain officers, employees or partners of Naxos or of Naxos Capital Partners SCA or of its or their adviser or manager are entitled (as individuals or through a body corporate or through any other vehicle) to acquire shares;

"Companies Act" means the Companies Act 2006;

"Compulsory Sale Notice" means a notice served on a Compulsory Seller pursuant to article;

"Compulsory Seller" means a Relevant Individual (or the PR's or the trustee in bankruptcy of any Relevant Individual) who is obliged to transfer Shares in accordance with the provisions of article;

"Confidential Information" means information of a confidential or commercially sensitive nature (however stored) relating to the business, customers or financial or other affairs of the Company or any member of the Group;

"Connected Persons" has the meaning defined by section 1122 of the CTA 2010;

"Controlling Interest" in relation to a person means the ownership by that person and his or its Connected Persons of Shares carrying the right to more than 51 per cent of the total number of votes which may be cast on a poll at a general meeting of the Company;

"CTA 2010" means the Corporation Tax Act 2010;

"Deed of Adherence" means the deed substantially in the form of the draft contained in schedule 8 of the Investment Agreement;

"Deferred Shares" means a deferred share of £0.02 in the capital of the Company having the rights and being subject to the restrictions set out in the Investment Agreement and the Articles;

"Drag Along Right" has the meaning given in article;

"EBITDA" means the consolidated earnings before interest, tax, depreciation and amortisation of the Group as shown in the audited consolidated accounts of the Company for the relevant Accounting Period (or if such audited accounts do not contain such consolidated EBITDA, then the aggregate of the EBITDA of each member of the Group as shown in the audited accounts of each such member for the relevant Accounting Period) ;

"Employee Benefit Trust" means any trust which may be established for the benefit of the employees (which may include past employees) of the Company and/or any other member of the Group and which satisfies the definition of "employees' share scheme" set out in section 1166 of the Companies Act;

"Exit" means a Share Sale or a Listing;

"Extra Shares" has the meaning given in article;

"Fair Market Amount" means EBITDA multiplied by a factor of 8;

"Family Trust" means a trust (whether arising under a settlement, declaration of trust, testamentary disposition or on an intestacy) under which the only persons being (or capable of being) beneficiaries are the individual beneficial owners of the Shares held in trust and/or his Privileged Relations, and no power of control over the voting powers conferred by such Shares is exercisable at any time or subject to the consent of any person other than the trustees as trustees or such individual beneficial owner or his Privileged Relations;

"FSMA" means the Financial Services and Markets Act 2000;

"Fund" means any open ended investment company or closed end investment fund (within the meaning of chapters 15 and 16 (as relevant) of the United Kingdom Listing Authority listing rules) bank, building society, industrial provident or friendly society, unit trust, any other collective investment scheme (as defined in section 235 of FSMA) any professional client within the meaning of the Conduct of Business Rules made under the FSMA, partnership, limited partnership, limited liability partnership, pension fund or insurance company or any person who is an authorised person (within the meaning of S31(2) of the FSMA) and the term will include any subsidiary undertaking of any of the foregoing and any co-investment scheme in relation to any of the foregoing;

"Good Leaver" means a Relevant Individual:

(a) who ceases to be an employee and/or director of any Group member as a result of his death, permanent incapacity due to ill-health (except where such ill-health arises as a result of an abuse of drink or drugs) entitling the Company or the relevant Group member to dismiss him which, in the opinion of the Holdings Board is sufficiently serious to prevent him from carrying out his normal duties, or retirement at age 65 or over; or

(b) who ceases to be an employee and/or director of any Group member where the Holdings Board (with the consent of an Investor Director) is satisfied that such cessation is necessary to enable the Relevant Individual to care for a spouse or partner suffering serious ill health;

(c) who does not fall within categories or above, but is determined by an Investor Director (acting reasonably) to be a Good Leaver.

"Group" means the Company and its subsidiary undertakings from time to time and references to a "member of the Group" or a "Group member" shall be construed accordingly;

"Holdings" means RECYCOAL HOLDINGS LIMITED a company registered in England and Wales with number 7301988 whose registered office is at Aardvark House, Sidings Court, Doncaster, South Yorkshire, DN4 5NU;

"Holdings Board" means the incumbent board of directors of Holdings;

"Holdings Directors" means the incumbent directors of Holdings;

"Investment Agreement" means the investment agreement relating to the Company made between the Company (1) , Holdings (2) BuyerCo (3) the Managers (4) and the Investors (5) ;

"Investors" means Martin Keith Bolland, Paul Richard Martin Pindar and Nicholas John Robinson;

"Investor Consent" means the consent or approval in writing of Naxos or by an Investor Director nominated in writing by Naxos to give such consent or approval on its behalf;

"Investor Director" means a director appointed by Naxos pursuant to the Investment Agreement;

"Listing" means:

(a) the admission of all or any of the Shares to trading on a market for listed securities operated by a recognised investment exchange (as that term is defined in FSMA) together with the admission of such Shares to the Official List of the UK Listing Authority; or

(b) the admission of such Shares to trading on the Alternative Investment Market of the London Stock Exchange plc; or

(c) if Naxos so determines, the admission of such Shares to, or to trading on, any other market, wherever situated, together, if necessary, with the admission of such Shares to listing on any other official or otherwise prescribed list maintained by a competent or otherwise prescribed listing authority;

"Loan Note Deed" means the instrument constituting the Loan Notes and the Additional Loan Notes in the agreed form;

"Loan Notes" means the £9,160,867.04 unsecured fixed rate Loan Notes 2018 of the Company to be constituted by the Loan Note Deed;

"Managers" means Thomas John Allchurch, Steven Beaumont, Michael Thomas Linton Tod Thomas, Michael Lenagh, David Taylor Wilson and William Bernard Fitzgerald;

"Managers' Representative" means Tom Allchurch for so long as he remains chief executive of BuyerCo or following his cessation of employment means such other of the Managers as is notified by the remaining Managers to Holdings from time to time;

"Market Value" has the meaning given in article;

"Member" means a registered holder of any Share as recorded in the Company's register of members;

"Naxos" means NaCoal S.A. a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 40 Boulevard Joseph 11 L-1840 Luxembourg;

"New Project" means a business opportunity which requires additional funding;

"Non-Vested Shares" means any A Ordinary Shares of a Relevant Individual or which are otherwise held by a permitted transferee of such Relevant Individual (in accordance with article) and which are not Vested Shares;

"Original Member" means a beneficial owner (being an individual) of Shares;

"Other Shareholders" has the meaning given in article;

"Privileged Relation" means, in relation to a Member (being an individual) the Member's spouse or civil partner (as defined in the Civil Partnership Act 2004) for the time being, parent, or brother or sister or lineal descendants of that Member (including for this purpose any step child, adopted child or illegitimate child of the Member or his lineal descendants) or any person who for the time being is married to any such lineal descendant (but no lineal descendant may be a Privileged Relation whilst a minor) ;

"Proportionate Entitlement" has the meaning given in article;

"Proposed Transferee" means a person to whom a Seller proposes to transfer Sale Shares;

"PR's" means the legal personal representatives of a deceased Member;

"Put Option" means the right entitling a B Shareholder to sell his B Ordinary Shares and a C Shareholder to sell his C Ordinary Shares to the Company (or to an Employee Benefit Trust) pursuant to article;

"Relevant Individual" means an employee or director of any Group member, but excluding any Investor Director;

"Sale Shares" means Shares which a Seller wishes to transfer;

"Seller" means any Member who wishes to transfer any Shares;

"Senior Managers" means each of Tom Allchurch, Steven Beaumont and Michael Lenagh;

"Service Agreements" means the service agreements to be entered into between BuyerCo and each of the Managers in the agreed form;

"Share" means an A Ordinary share, a B Ordinary Share and a C Ordinary Share;

"Share Sale" means the completion of any transaction or series of transactions whereby any person or Connected Persons or group of persons Acting in Concert purchases or otherwise acquires or obtains all of the Shares;

"Total Transfer Condition" means a condition in a Transfer Notice stipulating that such Transfer Notice is conditional upon all and not some only of the Sale Shares specified in it being sold;

"Transfer Notice" means a notice in writing by a Seller of his wish to transfer any Shares;

"Transfer Price" shall have the meaning given in article;

"Vested Shares" means the % of A Ordinary Shares held by a Relevant Individual or otherwise held by a permitted transferee of such Relevant Individual (in accordance with article) which is determined by reference to the Cessation Date, as follows:

Cessation Date	Vested Shares %
after 1 July 2010 and prior to or on 30 June 2012	25
after 30 June 2012 but prior to or on 30 June 2014	40
after 30 June 2014	66

"Warranties" has the meaning set out in the Investment Agreement.

Art. 25.

25. SHARES

1.1 Valuation and Proceeds in relation to the B Ordinary Shares and the C Ordinary Shares

1.1.1 The total amount relating to the B Ordinary Shares and/or the C Ordinary Shares which may be realised under the exercise of the B Put Option or the C Put Option (as the case may be) on an Exit or on a return of capital pursuant to article (a "B Realisation" or a "C Realisation" as the case may be) . will be calculated in accordance with the remainder of this article .

1.1.2 If, in any Accounting Period ending on or prior to 30 June 2015, the Fair Market Amount does not exceed £80,000,000 then the B Shareholders shall not be entitled to receive any payment in respect of the B Ordinary Shares on a B Realisation.

1.1.3 Subject to article above, the B Shareholders shall in aggregate be entitled, on a B Realisation, to receive 10% of the B Threshold Excess provided always that in no circumstances will the B Shareholders (as a class) be entitled to receive a sum in excess of £2,000,000.

1.1.4 If, in any Accounting Period ending on or prior to 30 June 2015, the Fair Market Amount does not exceed £160,000,000 then the C Shareholders shall not be entitled to receive any payment in respect of the C Ordinary Shares on a C Realisation.

1.1.5 Subject to article above, the C Shareholders shall in aggregate be entitled on a C Realisation to receive 10% of the C Threshold Excess provided that in no circumstances will the C Shareholders (as a class) be entitled to receive a sum in excess of £3,000,000.

1.2 Rights

The share capital of the Company comprises A Ordinary Shares, B Ordinary Shares and C Ordinary Shares, and, following the operation of the provisions of article , and , may also comprise Deferred Shares. The special rights and restrictions attaching to the A Ordinary Shares, the B Ordinary Shares, the C Ordinary Shares and the Deferred Shares are as follows:

1.2.1 Income

Any profits available for distribution (and in respect of which Investor Consent has been obtained in accordance with the provisions of the Investment Agreement) shall be available for distribution amongst the holders of Shares (pro rata to the number of Shares held by them) and if declared in respect of all Shares, to the holders of A Ordinary Shares, B Ordinary Shares and C Ordinary Shares pari passu as if the same constituted one class of share. For the avoidance of doubt, profits available for distribution may with Investor Consent, be distributed amongst the holders of A Ordinary Shares only (pro rata to the number of A Ordinary Shares held by the relevant Member) . Any such dividend will be paid in cash on the amounts credited as paid up on the Shares.

The Deferred Shares shall carry no right to participate in any dividend or other distribution.

1.2.2 Capital

On a return of capital to the Company on a liquidation or otherwise (other than a winding up pursuant to section 110 Insolvency Act 1986 or a redemption of shares or a purchase by the Company of its own shares) (in each case a "Relevant Event") , the assets of the Company remaining after payment of its debts and liabilities and available for distribution to holders of Shares and Deferred Shares ("Remaining Assets") , shall (so far as lawful and possible) be distributed on the following basis and in the following order of priority:

1.2.2.1 firstly, in circumstances only where the B Shareholders have not exercised their rights pursuant to the terms of the B Put Option or where, the B Put Option has not been completed in accordance with article as a result of a default by the Company or an Employee Benefit Trust of its obligations pursuant to the provisions of article , the B Shareholders as a class shall be entitled to any amount due to them in accordance with the provisions of article ("B Shareholder Amount") . The B Shareholders shall be entitled to receive the B Shareholder Amount pro rata to the number of B Ordinary Shares held by them respectively;

1.2.2.2 secondly, in circumstances only where either the C Shareholders have not exercised their rights pursuant to the terms of the C Put Option or where the C Put Option has not been completed in accordance with the terms of article as a result of a default by the Company or an Employee Benefit Trust of its obligations pursuant to article , the C Shareholders as a class shall be entitled to any amount due to them pursuant to the provisions of article ("C Shareholder Amount") . The C Shareholders shall be entitled to receive the C Shareholder Amount pro rata to the number of C Ordinary Shares held by them respectively;

1.2.2.3 thirdly each holder of an A Ordinary Share shall be entitled to an amount equal to the amount paid up or credited as paid up (including any premium) on each A Ordinary Share held by him for each A Ordinary Share held by him;

1.2.2.4 fourthly, each hold of a Deferred Share shall be entitled to receive a sum equal to £0.00001 for each Deferred Share held by him and the holder of the Deferred Share shall not be entitled to any further participation in the assets or profits of the Company;

1.2.2.5 finally, the holders of the A Ordinary Shares shall, as a class, be entitled pari passu to the remainder of the Remaining Assets after the distributions have been made in accordance with articles to (inclusive) .

Subject to the provisions of article , in the event that an agreement has been executed for the sale of the entire issued share capital of the Company such that if completed would constitute a Share Sale ("SPA") , each of the Company, the directors and the holders of Shares shall (so far as lawfully possible) procure that the consideration due from the purchaser or purchasers for the entire issued share capital of the Company pursuant to the SPA ("Exit Proceeds") shall become due to the holders of the Shares and Deferred Shares in such proportions as the holders of Shares and Deferred Shares would have been entitled pursuant to article and on the basis that:

- (a) the execution of the SPA was a "Relevant Event"; and
- (b) the Exit Proceeds were the Remaining Assets.

Subject to the provisions of article , in the event of a Listing, each of the Company, the directors and the holders of Shares shall (so far as lawfully possible) procure that the proceeds available from such Listing shall become due to the holders of Shares and Deferred Shares in such proportions as the holders of Shares and Deferred Shares would have become entitled pursuant to article on the basis that:

- (a) the Listing was a "Relevant Event"; and
- (b) the proceeds of such Listing were Remaining Assets.

1.2.3 Notwithstanding the foregoing provisions of article , if

(a) an Exit or a return of capital pursuant to the provisions of article occurs prior to the Sign Off Date (as defined in article) ; and

(b) the audited consolidated accounts of the Company for the Accounting Period ended closest to the date of such Exit ("Last Accounting Period") have not been signed off by the Auditors; and

(c) the share capital of the Company includes, at the date of such Exit or return of capital, B Ordinary Shares and/or C Ordinary Shares,

then the Managers' Representative and an Investor Director will use all reasonable endeavours to agree Fair Market Amounts, B Threshold Excess and C Threshold Excess by reference to the management accounts of the Group for the Accounting Period prior to such Exit or return of capital ("Relevant Management Accounts") .

1.2.4 If the Managers' Representative and an Investor Director are able to agree Fair Market Amount, B Threshold Excess and C Threshold Excess within 10 days of the Relevant Management Accounts having been provided to each of them for such purpose ("Cut Off Date") , then such agreed numbers will constitute Fair Market Amount, B Threshold Excess and C Threshold Excess for the purposes of the Investment Agreement notwithstanding the lack of audited accounts for the Last Accounting Period.

1.2.5 If by the Cut Off Date the Managers' Representative and an Investor Director have not been able to agree Fair Market Amount, B Threshold Excess and C Threshold Excess by reference to the Relevant Management Accounts then an amount equal to the amount agreed by the Manager's Representative and an Investor Director as being an appropriate sum to retain, or in default of agreement between them by the Cut Off Date, the lower of Exit Proceeds and the aggregate of the B Shareholder Amount and the C Shareholder Amount ("Retained Amount") will be retained from the Exit Proceeds (and not distributed in accordance with the provisions of article) . The Retained Amount will be placed into an escrow account opened by the Company for such purpose and will remain in such escrow account until the audited accounts in respect of the Last Accounting Period have been signed off and until Fair Market Amount, B Threshold Excess and C Threshold Excess have been agreed or determined in accordance with the provisions of the Investment Agreement. Within 5 days following agreement or determination of Fair Market Amount, B Threshold Excess and C Threshold Excess the parties to the Investment Agreement will use their best endeavours to procure that the Retained Amount is treated in all respects as if Fair Market Amount, B Threshold Excess and C Threshold Excess had been agreed or determined at the time of Exit such that the Retained Amount is then distributed to A Shareholders, B Shareholders and/or C Shareholders (as the case may be) in accordance with the provisions of article.

1.3 Votes

Each holder of A Ordinary Shares present in person or by proxy shall be entitled on a show of hands to one vote and on a poll to one vote for each A Ordinary Share of which he is the holder. Each holder of B Ordinary Shares present in person or by proxy shall be entitled on a show of hands to one vote for every 10,000 B Ordinary Shares held and on a poll to one vote for every 10,000 B Ordinary Shares of which he is the holder. Each holder of C Ordinary Shares present in person or by proxy shall be entitled on a show of hands to one vote for every 10,000 C Ordinary Shares held and on a poll to one vote for every 10,000 C Ordinary Shares of which he is the holder. The holders of the Deferred Shares

shall not by virtue of or in respect of their holdings of Deferred Shares, have the right to receive notice of any general meeting of the Company nor the right to attend, speak or vote at any such general meeting.

1.4 Conversion into Deferred Shares

If by the date of sign off by the Auditors of the audited accounts of the Group for the Accounting Period ending 30 June 2015 ("Sign Off Date") the Fair Market Amount does not exceed £80,000,000, each B Ordinary Share shall on the Sign Off Date convert into one Deferred Share.

1.5 If by the Sign Off Date the Fair Market Amount does not exceed £160,000,000, each C Ordinary Share shall, on the Sign Off Date convert into one Deferred Share.

1.6 Neither the passing by the Company of any special resolution or the cancellation of the Deferred Shares for no consideration by means of a reduction of capital requiring the confirmation of any court of England and Wales ("Court") nor the obtaining by the Company, nor the making by the Court of any order confirming any such reduction of capital nor the becoming effective of any such court order shall constitute a variation, modification or abrogation of the rights attaching to the Deferred Shares and accordingly the Deferred Shares may at any time be cancelled for no consideration by means of a reduction of capital effected in accordance with the Companies Act without sanction on the part of the holders of the Deferred Shares.

1.7 To the extent permitted under Luxembourg law, the Company shall have the power at any time to purchase all or any Deferred Shares for an aggregate consideration of £1 for all of the Deferred Shares.

1.8 Any director of the Company or any Holdings Director may, as agent or attorney for such member, execute the necessary transfer(s) or buy-back agreement or such other documentation as is required on that member's behalf in respect of the purchase of any of the Deferred Shares by the Company and deliver such transfer(s) or buy-back agreement or other documentation as is required to the Company. The Board will authorise registration of the transfer(s) and of the Company as registered holder of the shares so transferred. After such registration, the title of the Company as registered holder of such shares will not be affected by any irregularity in, or invalidity of such proceedings, which will not be questioned by any person.

Art. 26.

2. B PUT OPTION AND C PUT OPTION

2.1 B Put Option

2.1.1 If in respect of an Accounting Period ending on or prior to 30 June 2015 ("B Relevant Period") the Fair Market Amount is in excess of £80,000,000, then the Managers' Representative and an Investor Director shall use all reasonable endeavours to agree the B Threshold Excess within 20 days of the date of signature of the audited accounts of the Group for the B Relevant Period and with effect from the date on which the B Threshold Excess is agreed or determined ("B Maturity Date") , each B Shareholder shall be entitled to exercise his rights pursuant to the Put Option to sell all of his B Ordinary Shares in accordance with the remaining provisions set out in this article .

2.1.2 As soon as reasonably practicable following the B Maturity Date (but, in any event, no later than one month following the B Maturity Date) , the Company shall deliver to each B Shareholder a notice ("B Put Price Notice") which shall specify (i) the price to be paid for each B Ordinary Share, (ii) the date by which the B Shareholder may exercise his Put Option ("B Exercise Date") which shall, in any event, be no later than 3 months after the B Maturity Date.

2.1.3 The price to be paid for each B Ordinary Share under the provisions of this article shall be determined as follows and stated in £sterling (rounded down to the nearest pence) :

2.1.3.1 the price to be paid for each B Ordinary Share ("B Share Price") shall be:

- (a) the total price to be paid for the B Ordinary Shares, calculated by reference to article , divided by
- (b) the total number of B Ordinary Shares in issue at that time held by, or on behalf of, all B Shareholders.

2.1.4 Following receipt of the B Put Price Notice, each B Shareholder shall be entitled, on or before the B Exercise Date, to give notice in writing ("B Put Notice") to the Company of his election to exercise his right to sell all of his B Ordinary Shares at the B Share Price.

2.1.5 The B Put Notice shall specify the number of B Ordinary Shares to be sold.

2.1.6 The completion of the relevant sale pursuant to article shall take place at the Company's principal office on the date specified in the B Put Price Notice, which shall be no later than the 20th Business Day after the B Exercise Date. The Company or its authorised representatives shall be entitled to make all necessary and appropriate notations in the registers of Shares to reflect the sale of such B Ordinary Shares. The Company may nominate that any B Ordinary Shares the subject of a B Put Notice be acquired instead by an Employee Benefit Trust and in such circumstance agrees to procure that any such Employee Benefit Trust completes the purchase of such B Ordinary Shares in accordance with the terms of this article .

2.1.7 An B Put Notice may be revoked by the exercising person(s) prior to completion of the relevant sale. An B Put Notice may not be given if a notice pursuant to article or an Approved Offer (pursuant to article) is outstanding, provided that if the relevant Approved Offer is not accepted, the time period for delivery of such B Put Notice shall be extended to commence following the date on which the relevant Approved Offer is withdrawn or is not completed in accordance with its terms.

2.1.8 To the extent that a B Shareholder does not exercise his rights in whole or in part under the B Put Option before the B Exercise Date, his rights to exercise the B Put Option in respect of the outstanding A Ordinary Shares shall lapse.

2.2 C Put Option

2.2.1 If in respect of an Accounting Period ending on or prior to 30 June 2015 the Fair Market Amount is in excess of £160,000,000 then the Managers' Representative and an Investor Director shall use all reasonable endeavours to agree the C Threshold Excess within 20 days of the date of signature of the audited accounts of the Group for the C Relevant Period and with effect from the date on which the C Threshold Excess is agreed or determined ("C Maturity Date"), each C Shareholder shall be entitled to exercise his rights pursuant to the Put Option to sell all of his C Ordinary Shares in accordance with the remaining provisions set out in this article .

2.2.2 As soon as reasonably practicable following the C Maturity Date (but, in any event, no later than one month following the C Maturity Date) , the Company shall deliver to each C Shareholder a notice ("C Put Price Notice") which shall specify (i) the price to be paid for each C Ordinary Share, (ii) the date by which the C Shareholder may exercise his Put Option ("C Exercise Date") which shall, in any event, be no later than 3 months after the C Maturity Date.

2.2.3 The price to be paid for each C Ordinary Share under the provisions of this article shall be determined as follows and stated in £sterling (rounded down to the nearest pence) :

2.2.3.1 the price to be paid for each C Ordinary Share ("C Share Price") shall be:

- (a) the total price to be paid for the C Ordinary Shares, calculated by reference to article , divided by
- (b) the total number of C Ordinary Shares in issue at that time held by, or on behalf of, all C Shareholders.

2.2.4 Following receipt of the C Put Price Notice, each C Shareholder shall be entitled, on or before the C Exercise Date, to give notice in writing ("C Put Notice") to the Company of his election to exercise his right to sell all of his C Ordinary Shares at the C Share Price.

2.2.5 The C Put Notice shall specify the number of C Ordinary Shares to be sold.

2.2.6 The completion of the relevant sale pursuant to article shall take place at the Company's principal office on the date specified in the C Put Price Notice, which shall be no later than the 20th Business Day after the C Exercise Date. The Company or its authorised representatives shall be entitled to make all necessary and appropriate notations in the registers of Shares to reflect the sale of such C Ordinary Shares. The Company may nominate that any C Ordinary Shares the subject of a C Put Notice be acquired instead by an Employee Benefit Trust and in such circumstance agrees to procure that any such Employee Benefit Trust completes the purchase of such C Ordinary Shares in accordance with the terms of this article .

2.2.7 A C Put Notice may be revoked by the exercising person(s) prior to completion of the relevant sale. A C Put Notice may not be given if a notice pursuant to article or an Approved Offer (pursuant to article) is outstanding, provided that if the relevant Approved Offer is not accepted, the time period for delivery of such C Put Notice shall be extended to commence following the date on which the relevant Approved Offer is withdrawn or is not completed in accordance with its terms.

2.2.8 To the extent that a C Shareholder does not exercise his rights in whole or in part under the C Put Option before the C Exercise Date, his rights to exercise the C Put Option in respect of the outstanding C Ordinary Shares shall lapse.

2.3 Each B Ordinary Share and/or C Ordinary Share acquired by the Company or by any Employee Benefit Trust pursuant to a B Put Option or a C Put option will automatically be converted into a Deferred Share.

Art. 27.

3. TRANSFER OF SHARES AND PROHIBITED TRANSFERS

3.1 The Directors will not register any transfer of Shares to any of the following:

3.1.1 to any person who in the opinion of the Board is carrying on business directly or indirectly in competition with the Company or any member of the Group except that this restriction will not apply to

3.1.1.1 any transfer of Shares pursuant to articles and (Tag Along Rights and Drag Along Rights) ; or

3.1.1.2 any transfer of shares to Naxos or any of the Investors; or

3.1.2 any person who does not have legal capacity to transfer such Shares or otherwise to comply fully with the provisions of the Investment Agreement and the Articles.

3.2 Subject to article , the Directors will not register a transfer of Shares unless:

3.2.1 the transfer is permitted by article (Permitted Transfers) , or has been made in accordance with article (Pre-emption) ; and

3.2.2 the proposed transferee has entered into a Deed of Adherence.

3.3 For the purpose of ensuring that:

3.3.1 a transfer of shares is permitted under the terms of the Investment Agreement; or

3.3.2 no circumstances have arisen whereby a Transfer Notice is required to be or ought to have been given; or

3.3.3 no circumstances have arisen whereby the tag along provisions are required to be or ought to have been triggered pursuant to article ,

the Board may, and will if so requested by an Investor Director, require any Member to procure that any person whom the Board or any Investor Director reasonably believes to have information relevant to such purpose provides the Company with such information and evidence as the Board or an Investor Director thinks fit. Pending the provision of such information the Board will be entitled to refuse to register any relevant transfer.

3.4 Notwithstanding any other provision of the Investment Agreement, other than for a transfer pursuant to a Put Option or pursuant to article (compulsory transfers) , or (Tag Along Rights and Drag Along Rights) none of the B Ordinary Shares or the C Ordinary Shares may be transferred without Investor Consent.

Art. 28.

4. PERMITTED TRANSFERS

4.1 Where any Shares are the subject of a Transfer Notice, no transfers of any such Shares shall be permitted pursuant to this article .

4.2 Subject to articles , and to articles to (inclusive) , any Share may be transferred:

4.2.1 subject to article , by its beneficial owner to a person shown to the reasonable satisfaction of the Investor Directors to be a nominee for such beneficial owner only, and by any such nominee to the beneficial owner or to another person shown to the reasonable satisfaction of the Investor Directors to be a nominee for the beneficial owner only; or

4.2.2 subject to article , by an Original Member to the trustee or trustees of a Family Trust, and by any such trustee or trustees to the Original Member, or to any other person or persons shown to the reasonable satisfaction of the Investor Directors to be a trustee or trustees for the time being (on a change of trustee) of the Family Trust in question; or

4.2.3 subject to article , by an Original Member to his or her Privileged Relation(s) , and by any such Privileged Relation (s) to the Original Member, or to any other person or persons shown to the reasonable satisfaction of the Investor Directors to be a Privileged Relation of the Original Member; or

4.2.4 when required by, and in accordance with article (Compulsory Transfers) ; or

4.2.5 to a Buyer in acceptance of an Approved Offer pursuant to article (Tag Along Rights) or article (Drag Along Rights) ;

4.2.6 in the case of Shares held by an undertaking, subject to article , to a group undertaking of the transferor; or

4.2.7 in the case of Shares held by or on behalf of a Fund:

4.2.7.1 to another nominee or trustee for, or general partner of, the Fund, and by any such nominee or trustee to another nominee or trustee for that Fund or to the Fund itself; or

4.2.7.2 on a distribution in kind under the constitutive documents of the Fund, to the partners in or holders of units in, or to the shareholders of, participants in or the holders of other interests in the Fund (or to a nominee or trustee for any such partners, holders, members or investors) , and by a nominee or trustee for such holders, partners, members or investors to such holders, partners, members or investors or to another nominee or trustee for such holders, partners, members or investors; or

4.2.7.3 to another Fund which is managed or advised by the same manager or advisor as the transferor (or as the Fund on behalf of whom any such Share is held by the transferor as nominee or trustee) or by a group undertaking of such manager or advisor; or

4.2.8 (in the case of Shares held by Naxos only) to a Co-Investment Scheme; or

4.2.9 in the case of a Co-Investment Scheme which holds Shares through another undertaking:

4.2.9.1 to another undertaking which holds or is to hold the Shares for the Co-Investment Scheme; or

4.2.9.2 to any officer, employee or partner entitled to the Shares under the Co-Investment Scheme; or

4.2.10 in the case of any Shares held by an Employee Benefit Trust, to any beneficiary of that trust or to any replacement trustees or into the joint name of the existing and any new or additional trustees.

4.3 Where Shares are held by one or more nominees of their beneficial owner, or by a trustee or trustees on a Family Trust or by one or more Privileged Relations of an Original Member and any such person ceases to be:

4.3.1 a nominee of the beneficial owner of the Shares; or

4.3.2 a trustee of the Family Trust of the beneficial owner of the Shares; or

4.3.3 a Privileged Relation of the Original Member

such person will on or before the cessation transfer such Shares to a transferee permitted (as the case may be) under article , article or article .

4.4 Where Shares have transferred under article (transfers to group undertakings) and the transferee ceases to be a group undertaking of the transferor, it will, on or before the cessation, transfer such Shares to the original transferor or to another group undertaking of the original transferor.

4.5 If a Member fails or refuses to execute and deliver any transfer in respect of any Shares pursuant to its obligations under article or article , the Board may (and will if requested by an Investor Director) authorise any Director or Holdings Director to execute and deliver the necessary transfer(s) on the defaulting Member's behalf. The Board will authorise registration of the transfer, and of the transferee as the holder of the Shares so transferred, once appropriate stamp duty

(if any) has been paid. After registration, the title of the transferee as registered holder of such Shares will not be affected by any irregularity in or invalidity of such proceedings, which, will not be questioned by any person.

Art. 29.

5. PRE-EMPTION

Transfer Notices

5.1 Except in the case of a transfer pursuant to article (Permitted Transfers) , and subject to the prohibitions on transfers set out in article , a Seller must give a Transfer Notice to the Company copied to Naxos. No Transfer Notice may be given unless the Holdings Board has consented to the issue of such Transfer Notice and the terms contained in it

5.2 Each Transfer Notice will specify:

5.2.1 the number and class of Sale Shares;

5.2.2 the identity of the Proposed Transferee (if any) ;

5.2.3 the price per Share at which the Seller wishes to transfer the Sale Shares; and

5.2.4 whether or not the Transfer Notice is subject to a Total Transfer Condition. In the absence of any such stipulation it will be deemed not to be so conditional. No Total Transfer Condition will apply in respect of any Transfer Notice deemed to have been given pursuant to article .

Transfer Price

5.3 The Transfer Notice will constitute the Company as the agent for the Seller for the transfer of the Sale Shares in accordance with this article at the price specified in the Transfer Notice ("Transfer Price") .

Offer to Members

5.4 Within 10 Business Days after its receipt of a Transfer Notice, the Company (in its capacity as agent for the Seller) will give notice in writing to each of the Members (other than the Seller and any other Member who has served or who is deemed to have served a Transfer Notice in respect of his entire holding of Shares pursuant to which the sale of such Shares has not then been concluded) offering the Sale Shares for sale at the Transfer Price in accordance with article and . The notice will specify that the Members will have a period of up to 20 Business Days from the date of such notice within which to apply for some or all of the Sale Shares.

Pre-emption Procedure

5.5 It will be a term of any offer made pursuant to article that the Sale Shares will be treated as offered:

5.5.1 in the first instance to all persons in the category set out in the corresponding line in column (2) in the table below;

5.5.2 to the extent not accepted by persons in column (2) (whether as part of their Proportionate Entitlement or as Extra Shares) , to all persons in the category set out in the corresponding line in column (3) in the table below;

5.5.3 to the extent not accepted by persons in column (3) (whether as part of their Proportionate Entitlement or as Extra Shares) to all persons in the category set out in the correspondence line in column (4) in the table below:

(1)	(2)	(3)	(4)
Transferor of Sale Shares	First Priority	Second Priority	Third Priority
Manager	Manager	Naxos	Investors
Naxos	Investors	Managers	
Investors	Naxos	Investors	Managers

5.6 It will be a further term of the offer that, if there is competition within any group of shareholder for the Sale Shares offered to that group, such Sale Shares will be treated as offered among the holders of such group in proportion (as nearly as possible) to their existing holdings of Shares as between the remaining Members of the relevant group ("Proportionate Entitlement") . However, the offer will also invite Members to indicate in their applications for Sale Shares, whether they would be willing to buy Shares in excess of their Proportionate Entitlement should any such Shares be available and, if so, how many ("Extra Shares") .

Allocation of Shares

5.7 After the expiry of the offer period specified in article , (or, if sooner, upon valid applications being received for all of the Sale Shares in accordance with that article) , the Board will allocate the Sale Shares as follows:

5.7.1 if the total number of Sale Shares applied for (including Extra Shares) is equal to or less than the available number of Sale Shares, each offeree will be allocated the number applied for in accordance with his application (subject to article) ;
or

5.7.2 if the total number of Sale Shares applied for is greater than the available number of Sale Shares, each offeree will be allocated his Proportionate Entitlement, or, if less, the number of Sale Shares which he has applied for; and

5.7.3 applications for Extra Shares will be allocated in accordance with such applications or, in the event of competition, among those applying for Extra Shares in such proportions as equal (as nearly as possible) the proportions of all the Shares held by such offerees as a percentage of all Shares held by the same category of offeree.

5.8 Allocations of Sale Shares made by the Company pursuant to this article will constitute the acceptance by the persons to whom they are allocated of the offer to purchase those Sale Shares on the terms offered to them, provided that no person will be obliged to take more than the maximum number of Sale Shares which he has indicated to the Company he is willing to purchase.

Completion of sale and purchase of Sale Shares

5.9 The Company will immediately upon allocating any Sale Shares give notice in writing ("Allocation Notice") to the Seller and to each person to whom Sale Shares have been allocated specifying:

5.9.1 the number of Sale Shares so allocated;

5.9.2 the aggregate price payable for them;

5.9.3 any additional information required by article (if applicable) ; and

5.9.4 (subject to article) the place and time (being not later than five Business Days after the date of the Allocation Notice) at which the sale of the Sale Shares will be completed.

5.10 Subject to article , completion of the sale and purchase of Sale Shares in accordance with the Allocation Notice will take place at the place and time specified in the Allocation Notice when the Seller will, upon payment of the due price, transfer those Sale Shares specified in the Allocation Notice and deliver the relevant Share certificates to the persons to whom they have been allocated.

5.11 If the Transfer Notice included a Total Transfer Condition and the total number of Shares applied for is less than the number of Sale Shares:

5.11.1 the Allocation Notice will refer to such Total Transfer Condition and will contain a further offer, open for 28 days, to those persons to whom Sale Shares have been allocated to apply for further Sale Shares; and

5.11.2 completion of the transfer in accordance with the preceding paragraphs of this article will be conditional upon all such Sale Shares being so allocated

Default by the Seller

5.12 If the Seller fails by the due completion date to execute and deliver transfers in respect of any of the Sale Shares which he is due to transfer, the Board may (and will if requested by an Investor Director) authorise any Director or any Holdings Director to:

5.12.1 execute the necessary transfer(s) on the Seller's behalf; and

5.12.2 against receipt by the Company of the Transfer Price payable for the relevant Sale Shares (to be held on trust for the Seller without interest) (the receipt being a good discharge to the offeree who will not be bound to see to the application of it) , deliver such transfer(s) to the relevant offeree(s) .

The Board will authorise registration of the transfer(s) , and of the offeree(s) as the holder(s) of the Sale Shares so transferred, once appropriate stamp duty has been paid. After registration, the title of such offeree(s) as registered holder (s) of such Sale Shares will not be affected by any irregularity in, or invalidity of such proceedings, which will not be questioned by any person.

Exhaustion of pre-emption rights - rights and restrictions with regard to sale to third party

5.13 Immediately after the exhaustion of any pre-emption process followed in accordance with the terms of the Investment Agreement, if any Sale Shares remain unallocated, the Company will notify the Seller of that fact. The Seller may, at any time within one calendar month after receiving such notice (but not otherwise unless the pre-emption procedure set out in the Investment Agreement is repeated) , transfer any unsold Sale Shares to the Proposed Transferee at any price which is not less than the Transfer Price, except that:

5.13.1 the Board will refuse registration of any transfer to a Proposed Transferee who is a person to whom Shares may not be transferred by virtue of articles or;

5.13.2 if any such transfer would, if made and registered, result in the Proposed Transferee obtaining (after the date of the Investment Agreement) a Controlling Interest the Board will refuse registration of such transfer until such time as an Approved Offer has been made and the provisions of article (Tag Along Rights) complied with.

5.13.3 if the Seller included a Total Transfer Condition in the Transfer Notice which has not been satisfied, the Seller will be entitled to transfer all (but not some only) of the Sale Shares;

5.13.4 any such transfer must be in good faith and the Board may require to be satisfied (in such manner as it may reasonably think fit) that the Sale Shares are being sold at a price which is not less than the Transfer Price without any deduction, rebate or allowance whatsoever. If not so satisfied, the Board may refuse to register the transfer; and

5.13.5 in the case of any deemed transfer process pursuant to article , the Compulsory Seller will not be entitled to transfer any unsold Sale Shares to any third party.

Art. 30.

6. VALUATION

Determination of "Market Value"

If the Auditors (or, by virtue of article 1.4 of the Investment Agreement, independent accountants) are required to determine Market Value of A Ordinary Shares pursuant to article , the provisions set out below will apply.

6.1 Market Value will be determined by the Auditors or, as the case may be, independent accountants, first valuing the Company as a whole:

6.1.1 assuming, if the Company is then carrying on business as a going concern, that it will continue to do so;

6.1.2 assuming that the entire issued share capital of the Company is being sold as between a willing buyer and a willing seller by arm's-length private treaty for cash payable in full on completion;

6.1.3 taking account of any shares which may be allotted pursuant to options which have been issued by the Company and which are still outstanding;

6.1.4 taking account of any bona fide offer for the Company received from an unconnected third party within six months prior to the Transfer Notice being served or deemed to have been served and taking into account the reasons why that offer was not accepted and fulfilled; and

6.1.5 recognising that in any other circumstances the A Ordinary Shares are not freely marketable; and

6.1.6 taking into account the impact on the Company of any Manager ceasing to be an employee and/or a director of the Company or of any Group Member.

6.2 Having valued the Company as a whole, the Auditors or, as the case may be, independent accountants will determine the Market Value of the A Ordinary Shares concerned:

6.2.1 having deducted from the value of the Company as a whole (if not already taken into account when so valuing the Company) :

6.2.1.1 any amounts due to the holders of the Loan Notes (whether in respect of redemptions or arrears or accruals of interest) ;

6.2.1.2 any arrears, accruals or deficiencies of dividend on A Ordinary Shares; and

6.2.2 disregarding whether the A Ordinary Shares concerned represent a majority or a minority interest; and

6.2.3 disregarding the rights and restrictions attached to the A Ordinary Shares concerned in respect of income, capital and transfer.

6.3 The costs and expenses of the Auditors (or independent accountants) for reporting on their opinion of the Market Value will be borne as to one half by the Seller and as to other half by the purchasing Shareholders pro-rata to the number of Sale Shares purchased by them unless none of the Sale Shares are purchased by Members in which case the Seller will pay all such costs and expenses.

Art. 31.

7. COMPULSORY TRANSFERS

Circumstances which trigger compulsory transfer

7.1 This article applies when:

7.1.1 a Relevant Individual is a Member; and/or

7.1.2 a Relevant Individual has established a Family Trust which holds Shares; and/or

7.1.3 a Shareholder holds Shares as the nominee of a Relevant Individual; and/or

7.1.4 Shares are held by a Privileged Relation or other person to whom the Relevant Individual is permitted to transfer Shares under article; and/or

7.1.5 Shares are held by a company, any part of the issued share capital of which is beneficially owned by the Relevant Individual or a Privileged Relation, Family Trust or other person to whom the Relevant Individual is permitted to transfer Shares under article

and the Relevant Individual ceases for any reason (including death or bankruptcy) to be an employee and/or director of any member of the Group.

Compulsory transfer of A Ordinary Shares

7.2 Within four months after the Cessation Date an Investor Director may serve notice ("Compulsory Sale Notice") on the Relevant Individual and/or any holder of A Ordinary Shares being a permitted transferee of such Relevant Individual (in accordance with article) (or the PRs or the trustee in bankruptcy of any bankrupt Member) requiring each such person to offer for sale some or all of the Non-Vested Shares of such Relevant Individual or permitted transferee of such Relevant Individual.

7.3 The Non-Vested Shares which are the subject of the Compulsory Sale Notice will be offered for sale (other than to any Compulsory Seller or any other Member who has served or who is deemed to have served a Transfer Notice in respect of his entire holding of Shares or who is deemed to have served a Transfer Notice in respect of his entire holding of Non-Vested Shares which is still outstanding) in accordance with the provisions of article . The Board with the consent of an Investor Director may also determine in its absolute discretion to revoke any Transfer Notice previously given or deemed to have been given by the Compulsory Seller(s) which is still outstanding at the Cessation Date.

First offer to Replacement Manager/EBT

7.4 The following provisions of this article will apply to any transfer of any Non-Vested Shares by any Member as a result of the service of a Compulsory Sale Notice:

7.4.1 Within ten Business Days after the later of:

7.4.1.1 the receipt by the Relevant Individual of a Compulsory Sale Notice; and

7.4.1.2 the determination of the price for the Non-Vested Shares the subject of the Compulsory Sale Notice in accordance with the provisions of the Investment Agreement ("Compulsory Sale Price") ,

the Company (in its capacity as agent for the Seller) will immediately offer the Non-Vested Shares which the Relevant Individual and/or any of his permitted transferees are obliged to sell in accordance with the provisions of the Compulsory Sale Notice at the Compulsory Sale Price as directed by the Holdings Board to any other employee of a Group member or any person who will hold such Non-Vested Shares for the benefit of existing or future employees including (without limitation) , any Employment Benefit Trust of any Group member or any professional trustee, in any such case to hold such shares upon the terms of a discretionary trust for the benefit of the class of beneficiaries which includes (without limitation) employees and directors for any Group member.

7.4.2 If any offeree of such Non-Vested Shares pursuant to article applies for any of them within ten Business Days after the date of the offer, the Company will allocate to such offeree the number of such Non-Vested Shares applied for on the later of:

7.4.2.1 the fifteenth Business Day following service of the Compulsory Sale Notice; and

7.4.2.2 the date of determination of the Compulsory Sale Price.

7.4.3 If all of the Non-Vested are allocated in accordance with article , the provisions of article to will not apply. If none or some only of the Non-Vested Shares the subject of the Compulsory Sale Notice are so allocated, the provisions of article to will have effect as if reference to Sale Shares was to those not allocated in accordance with this article and reference to the Transfer Price was to Compulsory Sale Price.

7.5 Sale Price - Good Leaver/Bad Leaver

The price for the Non-Vested Shares will be:

7.5.1 if the Relevant Individual is a Bad Leaver, the lower of:

7.5.1.1 the issue price (including any premium) of the Non-Vested Shares (or, where any of the Sale Shares were acquired by a Compulsory Seller by way of transfer rather than allotment, the lower of the issue price (including any premium) and the amount paid by such Compulsory Seller on the transfer) ; and

7.5.1.2 the Market Value of the Sale Shares on the Cessation Date to be agreed or determined in accordance with clause 1.4 of the Investment Agreement and article or;

7.5.2 if the Relevant Individual is a Good Leaver, the price will be the Market Value of the Sale Shares on the Cessation Date, to be agreed or determined as aforesaid.

Compulsory transfer of B Ordinary Shares and C Ordinary Shares

7.6 If on the Cessation Date:

7.6.1 the audited accounts of the Company and of each member of the Group for the Accounting Period ended nearest to the Cessation Date have been signed off by the Auditors; and

7.6.2 the B Shareholders have no entitlement to any sum on exercise of the B Put Option in accordance with the provisions of article

then the Company will be deemed to have served on the Relevant Individual holding B Ordinary Shares a notice requiring such Relevant Individual to sell all of the B Ordinary Shares registered in his name to an Employee Benefit Trust of any Group Member and the price for such B Ordinary Shares shall be a sum equal to the aggregate nominal value of such B Ordinary Shares.

7.7 If on the Cessation Date:

7.7.1 the audited accounts of the Company and of each member of the Group for the Accounting Period ended nearest to and prior to the Cessation Date have been signed off by the Auditors; and

7.7.2 the C Shareholders have no entitlement to any sum on exercise of the C Put Option in accordance with the provisions of article

then the Company will be deemed to have served on the Relevant Individual holding C Ordinary Shares a notice requiring such Relevant Individual to sell all of the C Ordinary Shares registered in his name to an Employee Benefit Trust of any group member and the price for such C Shares shall be a sum equal to the aggregate nominal value of such C Shares.

7.8 If on the Cessation Date, the audited accounts of the Company and of each member of the Group for the Accounting Period ended nearest to and prior to the Cessation Date have not been signed off by the Auditors, the Relevant Individual shall be entitled to retain any B Ordinary Shares and C Ordinary Shares registered in his name pending such accounts being signed off by the Auditors.

7.9 If, following the sign off by the Auditors of the accounts referred to in article , the B Shareholders have no entitlement to any sum in accordance with the provisions of and/or the C Shareholders have no entitlement to any sum in accordance with the provisions of then, immediately following the sign off of such accounts by the Auditors, the Company will be deemed to have served on the Relevant Individual a notice requiring such Relevant Individual to sell all of the B Ordinary Shares registered in his name (in the event that such B Ordinary Shares have no entitlement to any sum pursuant

to article) and/or all of the C Ordinary Shares registered in his name (in the event that such C Ordinary Shares have no entitlement to any sum pursuant to article) , in each such case to an Employee Benefit Trust of any Group member and the price for any such B Ordinary Shares shall be a sum equal to the aggregate nominal value of such B Ordinary Shares and the price for any such C Ordinary Shares shall be a sum equal to the aggregate nominal value of such C Ordinary Shares.

7.10 If following the sign off by the Auditors of the accounts referred to in article the B Shareholders and/or the C Shareholders have an entitlement to any sum pursuant to article or pursuant to article then the B Shareholders (in the case of an entitlement pursuant to article) and/or the C Shareholders (in the case of an entitlement pursuant to article) shall be entitled to exercise their rights pursuant to the B Put Option and/or the C Put Option (as the case may be) .

7.11 If a Relevant Individual defaults ,within three days of being requested by an Investor Director so to do, to exercise and deliver transfers in respect of any B Ordinary Shares or C Ordinary Shares which such Relevant Individual is obliged to transfer in accordance with the provisions of articles to (inclusive) the Board may (and will if requested by an Investor Director) authorise any Director or Holdings Director to execute the necessary transfer(s) on such Relevant Individual's behalf and against receipt of the relevant sum due in respect of such B Ordinary Shares and/or C Ordinary Shares, deliver such transfers to the relevant Employee Benefit Trust.

7.12 "Market Value" for the purposes of article will be:

7.12.1 the price agreed between the Compulsory Seller(s) and the Board (with the consent of an Investor Director) ;
or

7.12.2 if they fail to agree a price within 15 Business Days of the date of service of the Compulsory Sale Notice (or within such other timetable as may be determined by an Investor Director) , the price determined by the Auditors (or independent accountant) to be the Market Value of such Shares on the Cessation Date, according to the principles set out in article .

Suspension of voting rights during compulsory transfer procedure

7.13 Unless an Investor Director directs otherwise in writing, any Shares held by a Compulsory Seller on the Cessation Date (and any Shares issued to a Compulsory Seller after such date by virtue of the exercise of any right or option granted or arising by virtue of his holding of the Sale Shares) will cease to confer the right to be entitled to receive notice of, attend and vote at any general meeting of the Company, or any meeting of the holders of any class of Shares with effect from the Cessation Date (or, where appropriate, the date of issue of such Shares, if later) , and such Shares will not be counted in determining the total number of votes which may be cast at any such meeting, or for the purposes of a written resolution of any Members. That right will be restored immediately upon the Company registering a transfer of the Sale Shares in accordance with this article .

Transmission of Shares

7.14 Without prejudice to articles and (the provisions of which, when operable, will override the provisions of this article and the provisions of article) , a person entitled to a Share or Shares in consequence of the bankruptcy, receivership or liquidation of a Member or otherwise by operation of law shall be bound at any time, if called upon in writing to do so by the Directors with the consent of an Investor Director not later than 90 days after the Directors receive notice from the person concerned that he has become so entitled, to give a Transfer Notice (without specifying a Transfer Price) in respect of all or some only of the Shares then registered in the name of the insolvent Member in accordance with the provisions of article which will apply as if set out in full in this Article.

7.15 If any such person fails to give a Transfer Notice in accordance with article within 10 Business Days after being called upon to do so:

7.15.1 the Board may (and will if requested by an Investor Director) authorise any Director to execute and deliver a transfer of the Shares concerned to a person appointed by the Directors as a nominee for the person entitled to the Shares; and

7.15.2 the Company may give a good receipt for the purchase price of such Shares, register the purchaser or purchasers as the holders of them and issue certificates for the same to such purchasers. After registration, the title of such purchaser of purchasers as registered holder(s) of such Shares will not be affected by any irregularity in, or invalidity of, such proceedings, which will not be questioned by any person. In any such case the person entitled to the Shares as a consequence of the death, insolvency or otherwise by operation of law will be bound to deliver up the certificates for the Shares concerned to the Company whereupon he will become entitled to receive the purchase price. In the meantime, the purchase price will be held by the Company on trust for such person without interest.

Art. 32.

8.CHANGE OF CONTROL - TAG ALONG RIGHTS

8.1 With the exception of transfers of Shares pursuant to article (Permitted Transfers) , no transfer of Shares which would result, if made and registered, in a person or persons Acting in Concert obtaining, after the date of the Investment Agreement, a Controlling Interest, will be made or registered unless:

8.1.1 an Approved Offer is made by the proposed transferee(s) ("Buyer") or, at the Buyer's written request, by the Company as agent for the Buyer; and

8.1.2 the Buyer complies in all respects with the terms of the Approved Offer at the time of completion of the sale and purchase of Shares pursuant to it.

8.2 For the purposes of this article:

8.2.1 "Approved Offer" means an offer in writing served on all Members holding Shares (including the proposing transferor) , offering to purchase all the Shares held by such Members (including any Shares which may be allotted pursuant to the exercise or conversion of options, rights to subscribe for or securities convertible into Equity Shares in existence at the date of such offer) which:

8.2.1.1 is stipulated to be open for acceptance for at least 15 Business Days;

8.2.1.2 offers consideration for each Share and each Deferred Share (whether in cash, securities or otherwise in any combination) in accordance with the provisions of article;

8.2.1.3 includes an undertaking by or on behalf of the Buyer that, subject to compliance by the Buyer with articles and , no other consideration, (whether in cash or otherwise) is to be received or receivable by any Member which, having regard to the substance of the transaction as a whole, can reasonably be regarded as an addition to the price paid or payable for the Shares to be sold by such Member, and that neither the Buyer nor any person acting by agreement or understanding with it has otherwise entered into more favourable terms or has agreed more favourable terms with any other Member for the purchase of Shares;

8.2.1.4 makes provision for the redemption to the extent any are in issue of the Loan Notes in accordance with the Loan Note Deed or, if the Company is unable lawfully to effect any such redemption, makes provision for the purchase of such Loan Notes at the price at which they would have been redeemed; and

8.2.1.5 is on terms that the sale and purchase of Shares in respect of which the offer is accepted will be completed at the same time.

Art. 33.

9. CHANGE OF CONTROL - DRAG ALONG RIGHTS

9.1 Whenever an Approved Offer is made, Naxos shall have the right ("Drag Along Right") to require (in the manner set out in article) all of the other holders of Shares including persons who acquire Shares following the making of the Approved Offer pursuant to the exercise of options or conversion of securities ("Other Shareholders") to accept the Approved Offer in full.

9.2 The Drag Along Right may be exercised by the service of notice to that effect on the Other Shareholders at the same time as, or within five Business Days following the making of the Approved Offer (or, if later, within five Business Days following the acquisition by the relevant Other Shareholder of any Shares) .

9.3 On the exercise of the Drag Along Right, each of the Other Shareholders will be bound to accept the Approved Offer in respect of its entire holding of Shares and to comply with the obligations assumed by virtue of such acceptance.

9.4 If any of the Other Shareholders fails to accept the Approved Offer or, having accepted such offer, fails to complete the sale of any of its Shares pursuant to the Approved Offer, or otherwise fails to take any action required of it under the terms of the Approved Offer, Naxos or any persons so authorised by the Board may accept the offer on behalf of the Other Shareholder in question, or undertake any action required under the terms of the Approved Offer on the part of the Other Shareholder in question. In particular, such person may execute the necessary transfer(s) on that Other Shareholder's behalf; and against:

9.4.1 receipt by the Company (on trust for such Other Shareholder) of the consideration payable for the relevant Shares (the receipt being a good discharge to the Buyer, who will not be bound to see to the application of it) ; and

9.4.2 compliance by the Buyer and, where relevant, the Company with all other terms of the Approved Offer deliver such transfer(s) to the Buyer (or its nominee) . The Board will then authorise registration of the transfer(s) and of the Buyer (or its nominee) as the holder of the Shares so transferred. After registration, the title of the Buyer (or its nominee) as registered holder of such Shares will not be affected by any irregularity in, or invalidity of such proceedings, which will not be questioned by any person. The Other Shareholder will in such a case be bound to deliver up its certificate for its Shares to the Company, or a statutory declaration of loss (as appropriate) whereupon the Other Shareholder will be entitled to receive the purchase price for such Shares.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 4.000.-

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

On the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le vingt-sept juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "RecyCoal S.A. (R.C. Luxembourg numéro B 154.244) (ci-après, la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 8 juillet 2010.

L'assemblée est présidée par Monsieur Christoph PIEL, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Arlette SIEBENALER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Quentin RUTSAERT, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les 28.000 (vingt-huit mille) actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Echange des 28.000 (vingt-huit mille) actions existantes de 1.- GBP (une Livre Sterling) chacune contre 1.400.000 (un million quatre cent mille) actions ordinaires A de GBP 0.02 chacune.

2.- Augmentation du capital social à concurrence de GBP 791.466,36 (sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cent soixante-six virgule trente-six Livres Sterling) pour le porter de son montant actuel de GBP 28.000.- (vingt-huit mille Livres Sterling) à GBP 819.466,36 (huit cent dix-neuf mille quatre cent soixante-six virgule trente-six Livres Sterling) par l'émission de 39.266.650 (trente-neuf millions deux cent soixante-six mille six cent cinquante) actions nouvelles ordinaires A, 153.334 (cent cinquante-trois mille trois cent trente-quatre) actions nouvelles ordinaires B et 153.334 (cent cinquante-trois mille trois cent trente-quatre) actions nouvelles ordinaires C.

3.- Souscription et libération des actions nouvelles.

4.- Refonte complète des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée décide d'échanger les 28.000 (vingt-huit mille) actions existantes de 1.- GBP (une Livre Sterling) chacune contre 1.400.000 (un million quatre cent mille) actions ordinaires A de GBP 0.02 chacune.

Deuxième résolution:

L'Assemblée décide:

(i) de créer deux nouvelles classes d'actions B et C;

(ii) d'augmenter le capital social à concurrence de GBP 791.466,36 (sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cent soixante-six virgule trente-six Livres Sterling) pour le porter de son montant actuel de GBP 28.000.- (vingt-huit mille Livres Sterling) à GBP 819.466,36 (huit cent dix-neuf mille quatre cent soixante-six virgule trente-six Livres Sterling) par l'émission de 39.266.650 (trente-neuf millions deux cent soixante-six mille six cent cinquante) actions nouvelles ordinaires A, 153.334 (cent cinquante-trois mille trois cent trente-quatre) actions nouvelles ordinaires B et 153.334 (cent cinquante-trois mille trois cent trente-quatre) actions nouvelles ordinaires C.

Souscription et Libération

L'actionnaire existant renonce pour autant que de besoin à son droit de souscription préférentiel et constate que les actions nouvelles sont souscrites comme suit:

Actions ordinaires de classe A souscrites par l'actionnaire actuel

la société NaCoal S.A., avec siège social à Luxembourg,

40, boulevard Joseph II, ici représentée par Monsieur Christoph PIEL,

prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée . . . 25.932.250 actions ordinaires de classe A

Prix de souscription total pour les actions ordinaires de classe A 518.645 GBP

106105

Nom	Actions ordinaires A souscrites	Actions ordinaires B souscrites	Actions Ordinaires C souscrites	Montant total investi (GBP)
Thomas John Allchurch Manor House Station Road Womersley Doncaster South Yorkshire DN6 9BL	5.000.000	66.667	66.667	102.666,68
Steven Beaumont 34 Moorway Hawkshaw Bury BL8 4LF	2.500.000	33.333	33.333	51.333,32
Thomas Michael Lenagh 25 Nottingham Drive Wingerworth Chesterfield S42 6ND	2.500.000	33.333	33.333	51.333,32
Michael Thomas Winton Tod Newton Place Marton Lane Willingham By Stow Gainsborough Lincolnshire DN21 5JU	500.000	6.667	6.667	10.266,68
David Taylor Wilson 66 Mowbray Road Hartlepool Teesside TS25 2NA	500.000	6.667	6.667	10.266,68
Thomas John Allchurch Manor House Station Road Womersley Doncaster South Yorkshire DN6 9BL	5.000.000	66.667	66.667	102.666,68
William Bernard Fitzgerald 42 Darrington Road East Hardwick Pontefract WF8 3DS	500.000	6.667	6.667	10.266,68
Nom				Actions ordinaires A souscrites
Martin Keith Bolland 6 Whittaker Street, London, SW1W 8JQ				917.200
Paul Richard Martin Pindar Byron House Bourneside Virginia Water Surrey GU25 4LZI				366.900
Nicholas John Robinson Ferry Nab Ferry Lane Medmanham SL7 2EZ				550.300

Les nouveaux souscripteurs ci-dessus sont tous ici représentés par Monsieur Quentin Rutsaert, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-613 Luxembourg, 7, Place du Théâtre, en vertu de procurations ci-annexées.

La preuve du paiement total de GBP 791.466,36 (sept cent quatre-vingt-onze mille quatre cent soixante-six virgule trente-six Livres Sterling) a été rapportée au notaire qui le constate expressément.

Troisième résolution:

L'Assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Par la présente, il existe une société anonyme sous la dénomination de "RecyCoal S.A." (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi") , ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les "Statuts") .

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Le conseil d'administration ou, en cas d'administrateur unique, l'administrateur unique est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la commune du siège statutaire.

Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre commune du Grand-duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transfert le siège social à l'étranger sera prise par le conseil d'administration ou, en cas d'administrateur unique, par l'administrateur unique.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise

ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

La Société pourra également, être engagée dans les opérations suivantes:

conclure des emprunts sous toute forme, excepté par offre public, ou obtenir toutes formes de moyens de crédit;

avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après les "Sociétés Apparentées" et chacune une "Société Apparentée").

Pour cet article, une société sera considérée comme appartenant au même "groupe" que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement;

accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société, d'un administrateur ou agent de la Société, ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité règlementée du secteur financier.

La Société peut également utiliser ses fonds en vue de l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers au Grand-duché du Luxembourg ou à l'étranger ainsi que toutes autres opérations ayant trait à l'immobilier. En particulier, la Société peut détenir directement ou indirectement des actions dans des sociétés et des participations dans des sociétés à responsabilité limitée (limited partnership) ou toutes autres entités juridiques quelle que soit leur forme et basés soit Luxembourg ou à l'étranger ayant pour objet principal l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers, y compris de biens immobiliers situés à l'étranger.

La Société peut réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Actions.

Art. 5. Capital de la société. Le capital par actions est établi à huit cent dix-neuf mille quatre cent soixante-six virgule trente-six GBP (819.466,36 GBP) représenté par quarante millions neuf cent soixante-treize mille trois cent dix-huit (40.973.318) actions, chacune ayant une valeur au pair de deux pence GBP (0,02 GBP), dont quarante millions six cent soixante-six mille six cent cinquante (40.666.650) actions sont des actions ordinaires de la classe A, cent cinquante-trois mille trois cent trente-quatre (153.334) actions sont de la classe B et cent cinquante-trois mille trois cent trente-quatre (153.334) actions sont de la classe C.

Les actions sont en principe nominatives, ou au porteur à la demande des actionnaires et sous réserve des conditions légales.

Art. 6. Modification du Capital. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'actionnaire unique (quand il y a un seul actionnaire) ou par une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 7. Droit de Distribution des Actions. Chaque action donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre d'actions existantes.

Art. 8. Indivisibilité des Actions. Envers la Société, les actions sont indivisibles et qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Rachat des actions. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

Titre III. - Administration, Commissaire aux comptes.

Art. 10. Conseil d'Administration ou Administrateur Unique. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique ("administrateur unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire.

Une personne morale peut être membre du conseil d'administration ou peut être l'administrateur unique de la Société. Dans ce cas, une telle personne morale nommera un représentant permanent qui assurera ses fonctions au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale en question ne peut révoquer son représentant permanent qu'en nommant en même temps un successeur.

Les administrateurs ou l'administrateur unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Les administrateurs peuvent être révoqués ad nutum par une résolution des actionnaires titulaires de la majorité des votes.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 11. Réunions du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par l'administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs. Lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en désignant, par écrit, par fax, par e-mail ou par tout autre moyen convenable un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut également désigner par téléphone un autre administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par écrit.

Tout administrateur et tous les administrateurs peuvent prendre part à toute réunion du conseil d'administration par le biais d'un système de conférence téléphonique ou de visioconférence ou de moyens de communication similaires permettant leur identification et grâce auxquels toutes les personnes prenant part à la réunion peuvent s'entendre et être entendus. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à être présent en personne à une telle réunion. Une réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée avoir été tenue au siège social de la Société. Chaque administrateur participant est habilité à prendre part au vote par conférence téléphonique ou par visioconférence.

Des résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous ses membres. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax ou e-mail. Les décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du conseil d'administration valablement convoquée et physiquement tenue.

Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que par fax, par e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par le président ou par deux administrateurs. Des extraits seront certifiés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs de l'Administrateur. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration ou, en cas d'administrateur unique, de l'administrateur unique.

Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un actionnaire unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions du conseil d'administration ou de l'administrateur unique concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Représentation de la Société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'administrateur unique, par la signature unique de son administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux administrateurs ou par l'administrateur unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Subdélégation et Agent de l'Administrateur. Le conseil d'administration ou, en cas d'administrateur unique, l'administrateur unique peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Ce membre du conseil d'administration ou, en cas d'administrateur unique, l'administrateur unique détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 15. Responsabilités de l'Administrateur. Les administrateurs ou l'administrateur unique (salon les circonstances) ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, à condition qu'un tel engagement soit en conformité avec les Statuts et les provisions applicables de la Loi.

Art. 16. Commissaire aux Comptes. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires désigne le(s) commissaire(s) et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions. Leur nomination ne pourra toutefois excéder six années. Les commissaires élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

Ils sont rééligibles.

Titre IV. - Assemblée générale des actionnaires.

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale de l'Actionnaire (des Actionnaires). La Société peut avoir un actionnaire unique ou plusieurs actionnaires. Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, l'insolvabilité ou la faillite de son actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la Société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'opération de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée par le conseil d'administration par notification écrite aux actionnaires nominatives en conformité avec la Loi. L'assemblée sera convoquée à la demande des actionnaires représentant au moins dix pourcent (10%) du capital de la Société. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication. Les actionnaires représentant au moins dix pourcent (10%) du capital de la Société peuvent demander l'ajout d'un ou de plusieurs points sur l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Une telle demande doit être adressée au siège social de la Société par courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée.

Les décisions peuvent être adoptées par écrit au lieu d'être adoptées à une assemblée générale des Actionnaires. Dans ce cas, chaque Actionnaire recevra le texte de la /des décision(s) à adopter et donnera son vote par écrit sur un formulaire ad hoc. De tels formulaires de vote reprennent pour chaque proposition trois cases permettant à l'Actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir du vote en cochant la case adéquate. Les formulaires qui ne contiennent ni un vote pour, ni un vote contre la résolution, ni une abstention, seront nuls. La Société ne prendra en compte que les formulaires reçus vingt-quatre (24) heures avant la réunion de l'assemblée générale.

Ces décisions adoptées par écrit sur un document unique ou sur plusieurs documents à la place d'une assemblée générale des Actionnaires ont la même force que les décisions prises à une assemblée générale des Actionnaires.

Un actionnaire est autorisé à se faire représenter à toute assemblée des actionnaires par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être actionnaire, pour autant que ce dernier ait été nommé à cet égard par une procuration écrite, par fax, par e-mail ou par tout autre moyen similaire.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par conférence téléphonique ou par visioconférence ou par d'autres moyens similaires de communication permettant leur identification et grâce auxquels toutes les personnes prenant part à la réunion peuvent s'entendre et être entendu, et sont considérés comme présent pour les conditions de quorum et de majorité.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée générale ordinaire ou annuelle des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la Société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 18. L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année au Grand-duché de Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le premier mardi du mois de novembre à 14h30 (heure luxembourgeoise) et, si ce jour est un jour de fermeture pour les banques principales du Luxembourg, le jour ouvré suivant à la même heure.

Titre V. - Exercice social - Comptes annuels

Art. 19. Exercice Social. L'année sociale commence le premier juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante.

A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration ou, en cas d'administrateur unique, l'administrateur unique établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, aux commissaires aux comptes qui commenteront ces documents dans leur rapport.

Art. 20. Réserve Légale et Distribution du Bénéfice. Chaque année, il est prélevé cinq pourcent (5%) sur le bénéfice net pour la constitution de la réserve statutaire, jusqu'à celle-ci atteigne dix pourcent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires a le pouvoir discrétionnaire de disposer du solde. En particulier, elle peut attribuer ce profit à un paiement de dividende, le transférer à une réserve ou le décompter.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 21. Causes de Dissolution. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 22. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation, en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Titre VII. - Loi applicable

Art. 23. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Titre VIII. - Actions

Art. 24. Dans le présent chapitre VIII, les définitions suivantes s'appliqueront:

«Action ordinaire de type A» désigne une action ordinaire de type A d'une valeur 0,02 £ dans le capital de la Société ayant les droits et soumise aux restrictions du Contrat d'investissement et des Statuts;

«Actionnaire de type A» désigne le titulaire le cas échéant d'une Action ordinaire de type A;

«Période comptable» désigne une période de référence comptable commençant le 1^{er} juillet et s'achevant le 30 juin de l'année suivante, sous réserve que pour toute société membre du Groupe non existant le 1^{er} juillet d'une année, la période de référence comptable qui lui est relative commence à la date de la formation de la société du Groupe concernée;

«Documents d'acquisition» aura le même sens dans les présentes que dans le Contrat d'acquisition;

«Emprunts sur billet supplémentaires» désigne les emprunts sur billets fixes en blanc de 30,005,799.96 £ venant à maturité en 2018 devant être souscrits conformément aux dispositions de la clause 4 du Contrat d'investissement et qui sont également constitués par un Acte d'emprunt sur billet;

«Offre approuvée» a le sens qui lui est donné à l'article;

«Statuts» désigne les statuts de la Société sous la forme convenue ainsi que leur modification ou remplacement le cas échéant;

«Commissaires aux comptes» désigne les commissaires aux comptes afférents à la Société;

«Action ordinaire de type B» désigne une action ordinaire B de 0,02 £ dans le capital de la Société ayant les droits et soumise aux restrictions du Contrat d'investissement et des Statuts;

«Option de vente de type B» désigne l'option relative aux actions ordinaires de type B comme détaillée à l'article;

«Seuil de type B» désigne 60.000.000 £;

«Dépassement du seuil de type B» désigne le prix équitable moins le seuil de type B;

«Actionnaire de type B» désigne le titulaire le cas échéant d'une Action ordinaire de type B;

«Mauvais sortant» désigne une personne concernée qui cesse d'être un employé et/ou un directeur de la Société ou de tout membre du Groupe et qui n'est pas un Bon sortant;

«Directoire» désigne le directoire afférent de la Société;

«Jour ouvré» désigne une journée (qui à ces fins se termine à 17 h 30) où les banques sont ouvertes aux activités commerciales dans la City de Londres, autre qu'un samedi ou un dimanche;

«Business Plan» désigne le plan et les projections d'activité du Groupe sous la forme convenue;

«Acheteur» a le sens qui lui est donné à l'article;

«BuyerCo» désigne RECYCOAL LIMITED une société enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 7301954, ayant son siège social à Aardvark House, Sidings Court, Doncaster, South Yorkshire, DN4 5NU;

«Action ordinaire de type C» désigne une action ordinaire de type C de 0,02 £ dans le capital de la Société ayant les droits et soumise aux restrictions du Contrat d'investissement et des Statuts;

«Option de vente de type C» désigne l'option relative aux actions ordinaires de type C comme détaillé à l'article;

«Actionnaire de type C» désigne le titulaire le cas échéant d'une Action ordinaire de type C;

«Seuil de type C» désigne 130.000.000 £;

«Dépassement du seuil de type C» désigne le prix équitable moins le seuil de type C;

«Date de cessation» désigne la date à laquelle un Individu concerné donne ou reçoit un préavis de résiliation de contrat de travail d'une société du Groupe;

«Plan de co-investissement» désigne un plan conformément auquel certains cadres, employés ou partenaires de Naxos ou Naxos Capital Partners SCA ou leur conseiller ou gréant ont le droit (en tant que personnes physiques ou par l'intermédiaire d'une société constituée ou par un autre véhicule) d'acquérir des actions;

«Companies Act» désigne le Companies Act (loi relative aux sociétés) de 2006;

«Avis de vente obligatoire» désigne un avis remis à un Vendeur forcé conformément à l'article;

«Vendeur forcé» désigne un Individu concerné (ou les AD ou l'administrateur judiciaire d'une personne concernée) obligé de céder des actions conformément aux dispositions de l'article;

«Informations confidentielles» désigne les informations de nature confidentielle ou sensible commercialement (quel que soit leur moyen de conservation) relatives à l'activité, aux clients, aux affaires financières ou autres de la Société ou de toute autre société membre du Groupe;

«Personnes liées» a le sens défini à la section 1122 du CTA de 2010;

«Participation majoritaire» relativement à une personne désigne la détention par ladite personne, et ses personnes liées, d'actions élevant leurs droits à plus de 51 pour cent du nombre total des voix pouvant s'exprimer lors d'un vote en assemblée générale de la Société;

«CTA de 2010» désigne le Corporation Tax Act (loi relative à l'impôt des sociétés) de 2010;

«Acte d'adhésion» désigne l'acte sous forme substantielle de projet contenu à l'annexe 8 du Contrat d'investissement;

«Actions différées» désigne une action différée de 0,02 £ sur le capital de la Société, ayant les droits et étant soumise aux restrictions énoncées au Contrat d'investissement et aux Statuts;

«Droit de Drag along» a le sens qui lui a été donné à l'article;

«EBITDA» désigne les gains avant intérêts, impôts, dépréciation et frais d'amortissement du Groupe comme illustré dans les comptes audités de la Société pour la période comptable en question (ou si lesdits comptes audités ne contiennent pas ledit EBITDA, alors la somme de l'EBITDA de chaque société membre du Groupe comme illustré aux comptes audités de chacun desdits membres pour la période comptable en question) ;

«Fonds d'actionariat des employés» désigne tout fonds pouvant être établi au bénéfice des employés (pouvant inclure des employés passés) de la Société et/ou de tout autre membre du Groupe satisfaisant à la définition du «plan d'actionariat des employés» énoncé à la section 1166 du Companies Act;

«Sortie» désigne une vente d'action ou une cotation;

«Actions supplémentaires» a le sens qui lui est donné à l'article;

«Prix équitable» désigne l'EBITDA multiplié par un facteur de 8;

«Trust familial» désigne un trust (découlant d'un règlement, d'une attestation de confiance, d'une disposition testamentaire ou d'un testament) conformément auquel les seuls bénéficiaires (ou personnes habilitées à bénéficier) sont les titulaires bénéficiaires individuels des Actions détenues dans le Fonds et/ou ses Relations privilégiées, et aucun pouvoir de contrôle sur les voix conférées par lesdites Actions ne peut être exercé à aucun moment ni soumis au consentement de toute personne autre que les fiduciaires en tant que fiduciaires ou lesdits titulaires bénéficiaires individuels ou ses Relations privilégiées;

«FSMA» désigne le Financial Services and Markets Act (loi relative aux services et aux marchés financiers) de 2000;

«Fonds» désigne toute société d'investissement ouverte ou tout fonds d'investissement fermé (dans le sens des chapitres 15 et 16 (le cas échéant) des règles de cotation de la United Kingdom Listing Authority) , banque, société de construction, fournisseur industriel ou société amicale, fonds d'unité, tout autre plan d'investissement collectif (selon la définition de la section 235 du FSMA) , tout client professionnel au sens des Conduct of Business Rules réalisées conformément au FSMA, partenariat, partenariat limité, partenariat à responsabilité limitée, fonds de retraite ou société d'assurance ou toute personne étant une personne autorisée (au sens de la S31 (2) du FSMA) et le terme inclura toute entreprise subsidiaire de tout ce qui précède et tout plan de co-investissement relatif à tout ce qui précède;

«Bon sortant» désigne un Individu concerné:

(a) qui cesse d'être employé et/ou directeur de toute société du Groupe pour cause de décès, d'incapacité permanente due à son état de santé (sauf si ledit état de santé découle de l'abus d'alcool ou de drogues) , autorisant la Société ou la société membre du Groupe concernée à le démettre de ses fonctions et étant, de l'avis du Directoire de Holdings, d'une gravité suffisante pour l'empêcher d'effectuer ses tâches habituelles, ou pour cause de départ en retraite à l'âge de 65 ans ou plus; ou

(b) qui cesse d'être employé et/ou directeur d'une société du Groupe si le directoire de Holdings (avec le consentement d'un Directeur-investisseur) est convaincu que ladite cessation est nécessaire afin de permettre à l'individu concerné de s'occuper d'un conjoint ou d'un partenaire souffrant de graves problèmes de santé;

(c) qui ne relève pas des catégories ou ci-dessus, mais qu'un Directeur-investisseur (agissant de manière raisonnable) déclare être un Bon sortant.

«Groupe» désigne la Société et ses entreprises subsidiaires le cas échéant, ainsi que les références à une «société membre du Groupe» ou une «société du Groupe» seront interprétées en conséquence;

«Holdings» désigne RECYCOAL HOLDINGS LIMITED une société enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 7301988 ayant son siège social à Aardvark House, Sidings Court, Doncaster, South Yorkshire, DN4 5NU;

«Directoire de Holdings» désigne le directoire afférent à Holdings;

«Directeurs de Holdings» désigne les directeurs afférents à Holdings;

«Contrat d'investissement» désigne le contrat d'investissement relatif à la Société conclu entre la Société (1), Holdings (2) BuyerCo (3) les Gérants (4) et les Investisseurs (5);

«Investisseurs» désigne Martin Keith Bollard, Paul Richard Martin Pindar et Nicholas John Robinson;

«Consentement de l'investisseur» désigne le consentement ou l'approbation par écrit de Naxos ou d'un Directeur-investisseur nommé par écrit par Naxos afin qu'il donne ledit consentement ou ladite approbation en son nom;

«Directeur-investisseur» désigne un directeur désigné par Naxos conformément au Contrat d'investissement;

«Cotation» désigne:

(a) l'admission d'une ou de toutes les Actions à la spéculation sur un marché des titres cotés exploité par une bourse d'investissement reconnue (selon la définition du terme au FSMA) ainsi que l'admission desdites Actions sur la Liste officielle de l'UK Listing Authority; ou

(b) l'admission des desdites Actions à la spéculation sur le Marché des investissements alternatifs du London Stock Exchange plc (Bourse de Londres); ou

(c) si Naxos le décide, l'admission desdites Actions dans, ou pour la spéculation sur, tout autre marché, où qu'il soit situé, ainsi que, si nécessaire, l'admission desdites Actions à la cotation sur toute autre cotation officielle ou autrement prescrite, tenue par une autorité compétente ou autrement prescrite;

«Acte d'emprunt sur billet» désigne l'instrument constituant les Emprunts sur billet et les Emprunts supplémentaires sur billet sous la forme convenue;

«Emprunt sur billet» désigne les Emprunts sur billet à taux fixe non sécurisé 2018 de pour un montant de 9,160,867.04 £ de la Société, devant être constitué par l'Acte de note de prêt;

«Gérants» désigne Thomas John Allchurch, Steven Beaumont, Michael Thomas Linton Tod Thomas, Michael Lenagh, David Taylor Wilson et William Bernard Fitzgerald;

«Représentant des gérants» désigne Tom Allchurch aussi longtemps qu'il restera directeur exécutif de BuyerCo ou suite à sa cessation d'emploi, l'un des gérants, selon notification des Gérants restants à Holdings le cas échéant;

«Valeur en Bourse» a le sens qui lui a été donné à l'article;

«Membre» désigne un membre enregistré d'une Action comme inscrit au registre des membres de la Société;

«Naxos» désigne NaCoal S.A. une société constituée conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40 Boulevard Joseph 11 L-1840 Luxembourg;

«Nouveau Projet» désigne une opportunité d'affaires nécessitant des fonds supplémentaires;

«Actions non acquises» désigne les Actions ordinaires de type A d'un Individu concerné ou autrement détenues par un acquéreur autorisé dudit Individu concerné (conformément à l'article) et qui ne sont pas des Actions acquises;

«Membre d'origine» désigne un titulaire bénéficiaire (étant une personne physique) d'Actions;

«Autres actionnaires» a le sens qui lui est donné à l'article;

«Relation privilégiée» désigne, relativement à un Membre (étant une personne physique) le conjoint ou le partenaire civil du Membre (selon la définition du Civil Partnership Act de 2004) à ce moment, un parent, ou un frère ou une sœur ou un descendant direct de ce Membre (y compris, à cette fin, tout descendant du conjoint ou du partenaire, enfant adopté ou illégitime de ce Membre ou de ces descendants directs) ou toute personne étant mariée à ce moment audit descendant direct (mais aucun descendant direct ne saurait être une Relation privilégiée en étant mineur);

«Part proportionnelle» a le sens qui lui a été donné à l'article;

«Acquéreur proposé» désigne une personne à qui le Vendeur propose de transférer les Actions à vendre;

«AD» désigne les ayants droit personnels d'un Membre décédé;

«Option de vente» désigne le droit autorisant un Actionnaire de type B à vendre ses Actions ordinaires de type B et un Actionnaire de type C à vendre ses Actions ordinaires de type C à la Société (ou à un Fonds d'actionnariat des employés) conformément à l'article;

«Individu concerné» désigne un employé ou directeur d'une société du Groupe, à l'exclusion de tout Directeur-investisseur;

«Actions à vendre» désigne les Actions qu'un Vendeur souhaite céder;

«Vendeur» désigne un Membre souhaitant céder des Actions;

«Gérants senior» désigne respectivement Tom Allchurch, Steven Beaumont et Michael Lenagh;

«Contrats de service» désigne les contrats de service devant être conclus entre BuyerCo et chacun des Gérants sous la forme convenue;

«Action» désigne une Action ordinaire de type A, une Action ordinaire de type B et une Action ordinaire de type C;

«Vente d'action» désigne la réalisation de toute transaction ou série de transactions par laquelle toute personne, ou Personnes liées, ou groupe de personnes agissant de concert procède(nt) à l'achat, ou, d'une autre manière, l'acquisition ou l'obtention de la totalité des Actions;

«Condition de cession totale» désigne une condition dans un Avis de cession stipulant que ledit Avis de cession est conditionnel de la vente de toutes les Actions à vendre, et non d'une partie seulement;

«Avis de cession» désigne un avis par écrit d'un Vendeur de son souhait de céder des Actions;

«Prix de cession» aura le sens qui lui est donné à l'article;

«Actions acquises» désigne le % d'Actions ordinaires de type A détenues par un individu concerné ou d'une autre manière par un acquéreur autorisé dudit individu concerné (conformément à l'article) déterminé en référence à la date de cessation, comme suit:

Date de cessation	Actions acquises %
après le 1 ^{er} juillet 2010 et jusqu'au 30 juin 2012 inclus	25
après le 30 juin 2012, mais jusqu'au 30 juin 2014 inclus	40
après le 30 juin 2014	66

«Garanties» a le sens énoncé au Contrat d'investissement.

Art. 25.

25. ACTIONS

25.1 Évaluation et recettes relatives aux Actions ordinaires B et aux Actions ordinaires C

25.1.1 Le montant total relatif aux Actions ordinaires de type B et/ou aux Actions ordinaires de type C pouvant être réalisé par l'exercice de l'Option de vente de type B ou de l'Option de vente de type C (selon le cas) sur une Sortie ou un retour de capital conformément à l'article (une «Réalisation de type B» ou une «Réalisation de type C» selon le cas) . sera calculé conformément au reste de cet article.

25.1.2 Si, au cours d'une période comptable s'étendant jusqu'au 30 juin 2015 inclus, le Prix équitable ne dépasse pas 80.000.000 £, alors les Actionnaires de type B ne seront pas habilités à recevoir de paiement relatif aux Actions ordinaires de type B pour une réalisation de type B.

25.1.3 Sous réserve de l'article ci-dessus, les Actionnaires de type B dans leur ensemble auront le droit de recevoir 10 % du dépassement du seuil de type B pour une réalisation de type B, sous réserve qu'en aucun cas, les actionnaires de type B (en tant que classe) n'aient jamais le droit de recevoir une somme dépassant 2.000.000 £.

25.1.4 Si, au cours d'une période comptable s'étendant jusqu'au 30 juin 2015 inclus, le Prix équitable ne dépasse pas 160.000.000 £, alors les Actionnaires de type C n'auront pas le droit de recevoir de paiement relatif aux Actions ordinaires de type C pour une réalisation de type C.

25.1.5 Sous réserve de l'article ci-dessus, les Actionnaires de type C dans leur ensemble auront le droit, pour une réalisation de type C, de recevoir 10 % du dépassement du seuil de type B sous réserve qu'en aucun cas, les actionnaires de type B (en tant que classe) n'aient le droit de recevoir une somme dépassant 3.000.000 £.

25.2 Droits

Le capital par actions de la Société comprend des Actions ordinaires de type A, des Actions ordinaires de type B et des Actions ordinaires de type C, et suite à l'opération des dispositions de l'article , et , peut également inclure des Actions différées. Les droits et les restrictions spécifiques liés aux Actions ordinaires de type A, aux Actions ordinaires B, aux actions ordinaires de type C et aux Actions différées sont les suivants:

25.2.1 Revenu

Tous les bénéfices disponibles à la distribution (et pour lesquels le Consentement d'investisseur a été obtenu conformément aux dispositions du Contrat d'investissement) seront disponibles à la distribution parmi les titulaires d'Actions (au pro rata du nombre d'Actions détenues par eux) et s'ils sont déclarés pour toutes les actions, aux titulaires d'Actions ordinaires de type A, d'Actions ordinaires de type B et d'Actions ordinaires de type C pari passu comme si ces derniers constituaient une seule classe d'actions. Afin de dissiper toute ambiguïté, les bénéfices disponibles à la distribution peuvent, avec un Consentement d'investisseur, être distribués exclusivement entre les titulaires des Actions ordinaires de type A (au pro rata du nombre d'Actions ordinaires de type A détenues par le Membre concerné) . Lesdits dividendes seront payés en liquide sur les montants crédités comme payés pour les Actions.

Les Actions différées ne sont porteuses d'aucun droit de participation dans un dividende ou une autre distribution.

25.2.2 Capital

En cas de retour de capital à la Société en cas de liquidation ou autre (autre qu'une liquidation conformément à la section 110 de l'Insolvency Act (Loi sur l'insolvabilité) de 1986 ou un remboursement des actions ou un achat par la Société de ses propres actions) (dans chaque cas, un «Événement concerné»), les actifs de la Société restant après le paiement de ses dettes et passifs, disponibles à la distribution aux titulaires d'Actions et d'Actions différées («Avoirs restants»), seront (dans la mesure du possible et autorisée par la loi) être distribués sur la base suivante et dans l'ordre de priorité suivant:

25.2.2.1 premièrement, exclusivement dans les circonstances où les Actionnaires de type B n'ont pas exercé leurs droits conformément aux termes de l'Option de vente B ou lorsque l'Option de vente B n'a pas été réalisée conformément à l'article suite à la défaillance de la Société ou d'un Fonds d'actionariat des employés face à ses obligations conformément aux dispositions de l'article, les Actionnaires de type B en tant que classe seront habilités à recevoir tout montant qui leur est dû conformément aux dispositions de l'article («Montant des Actionnaires de type B»). Les Actionnaires de type B seront habilités à recevoir le Montant des Actionnaires de type B au pro rata du nombre des Actions ordinaires de type B détenues par eux respectivement.

25.2.2.2 Deuxièmement, uniquement dans des circonstances où soit les Actionnaires de type C n'ont pas exercé leurs droits conformément aux termes de l'Option de vente C ou lorsque l'Option de vente C n'a pas été réalisée conformément aux termes de l'article suite à une défaillance de la Société ou d'un Fonds d'actionariat des employés face à ses obligations conformément à l'article, les Actionnaires de type C en tant que classe auront le droit de recevoir tout montant qui leur est dû conformément aux dispositions de l'article («Montant des Actionnaires de type C»). Les Actionnaires de type C auront le droit de recevoir le Montant des Actionnaires de type C au pro rata du nombre des Actions ordinaires de type C détenues par eux respectivement.

25.2.2.3 Troisièmement, chaque titulaire d'une Action ordinaire de type A aura le droit de recevoir un montant égal au montant payé ou crédité comme payé (y compris toute prime) pour chaque Action ordinaire de type A en sa propriété, et ce, pour chaque Action ordinaire de type A en sa propriété;

25.2.2.4 quatrièmement, chaque titulaire d'une Action différée sera autorisé à recevoir une somme égale à 0.00001 £ pour chaque Action différée en sa propriété et le titulaire de l'Action différée n'aura le droit à aucune autre participation dans les avoirs ou les bénéfices de la Société;

25.2.2.5 enfin, les titulaires des Actions ordinaires de type A auront, en tant que classe, le droit pari passu de recevoir le reste des Avoirs restants après que les distributions aient été effectuées conformément aux articles à (inclus).

Sous réserve des dispositions de l'article, au cas où un contrat aurait été exécuté relativement à la vente de la totalité du capital émis en actions de la Société, de sorte que sa réalisation constituera une Vente d'Actions («SPA»), chaque personne de la Société, chacun des directeurs et des titulaires d'Action fera (dans la mesure autorisée par la loi) en sorte que la considération due de la part de l'acheteur ou des acheteurs de la totalité du capital émis en actions de la Société conformément à la SPA («Recettes de sortie») devienne due aux titulaires des Actions et des Actions différées selon les proportions auxquelles les titulaires des Actions et des Actions différées auraient eu droit conformément à l'article et sur la base de ce qui suit:

- (a) l'exécution de la SPA était un «Événement concerné»; et
- (b) les Recettes de sortie étaient les Avoirs restants.

Sous réserve des dispositions de l'article, en cas de Cotation, chacun des membres de la Société, les directeurs et les titulaires d'Actions feront (dans la mesure autorisée par la loi) en sorte que les recettes disponibles découlant de ladite Cotation deviennent dues aux titulaires des Actions et des Actions différées selon les proportions auxquelles les titulaires des Actions et des Actions différées auraient eu droit conformément à l'article sur la base de ce qui suit:

- (a) la cotation était un «Événement concerné»; et
- (b) les Recettes de ladite Cotation étaient des Avoirs restants.

25.2.3 Nonobstant les dispositions de l'article ci-dessus, si

(a) une Sortie ou un retour de capital conformément à l'article 25.2.2 a lieu avant la date de Clôture (selon sa définition à l'article); et

(b) Les comptes consolidés audités de la Société pour la Période comptable dont la date d'achèvement est la plus proche de celle d'une telle Sortie («Dernière Période comptable») n'ont pas été clôturés par les Commissaires aux comptes

(c) à la date d'une telle Sortie ou retour de capital, le capital social de la Société comprend des Actions Ordinaires A et/ou des Actions Ordinaires B

alors le Représentant des Gérants et un Directeur-investisseur mettront en œuvre tous les efforts raisonnables afin de convenir d'un Prix équitable, d'un Dépassement de seuil de type B et de type C en consultant les comptes de gestion du Groupe pour la Période comptable s'étant achevée immédiatement avant une telle Sortie ou retour de capital («Comptes de gestion concernés»).

25.2.4 Si le Représentant des Gérants et un Directeur-investisseur peuvent convenir d'un Prix équitable, d'un Dépassement de seuil de type B et d'un Dépassement de seuil de type C dans les 10 jours suivant la remise des Comptes de gestion concernés à chacun d'entre eux à cette fin («Date butoir»), alors lesdits chiffres convenus constitueront le Prix

équitable, le Dépassement de seuil de type B et le Dépassement de seuil de type C aux fins du Contrat d'investissement, nonobstant l'absence de comptes audités pour la Dernière période comptable.

25.2.5 Si, d'ici la Date butoir, le Représentant des Gérants et un Directeur-investisseur n'ont pas su convenir d'un Prix équitable, du Dépassement de seuil de type B et du Dépassement de seuil de type C en se rapportant aux Comptes de gestion concernés, alors un montant égal au montant convenu entre le Représentant des Gérants et un Directeur-Investisseur comme étant un montant approprié à retenir ou, en cas d'absence d'accord entre eux au jour de la Date butoir, le montant le plus petit entre celui des Recettes de Sortie et la somme du Montant des Actionnaires B et du Montant des Actionnaires C (le «Montant retenu») sera retenu sur les Recettes de sortie (et non distribué conformément aux dispositions de l'article) . Le Montant retenu sera placé sur un compte d'entiercement ouvert par la Société à cette fin et restera sur ledit compte d'entiercement jusqu'à ce que les comptes audités relatifs à la Dernière période comptable soient clôturés et jusqu'à ce que le Prix équitable, le Dépassement de seuil de type B et le Dépassement de seuil de type C aient été convenus ou déterminés conformément aux dispositions du Contrat d'investissement. Dans les 5 jours après que le Prix équitable, le Dépassement de seuil de type B et le Dépassement de seuil de type C aient été convenus ou déterminés, les parties du Contrat d'investissement feront de leur mieux afin que le Montant retenu soit traité à tous égards comme si le Prix équitable, le Dépassement de seuil de type B et le Dépassement de seuil de type C avaient été convenus ou déterminés au moment de la Sortie de manière à ce que le Montant retenu soit alors distribué aux Actionnaires de type A, aux Actionnaires de type B et/ou aux Actionnaires de type C (le cas échéant) conformément aux dispositions de l'article .

25.3 Voix

Chaque titulaire d'Actions ordinaires de type A présent en personne ou par procuration sera autorisé à une voix lors d'un vote à main levée, ainsi qu'à une voix lors d'un vote à bulletin secret pour chaque Action ordinaire de type A dont il est le titulaire. Chaque titulaire d'Actions ordinaires de type A présent en personne ou par procuration aura le droit à une voix au cours d'un vote à main levée pour chaque lot de 10.000 Actions ordinaires de type B détenu, ainsi qu'à une voix lors d'un vote à bulletin secret pour chaque lot de 10.000 Actions ordinaires de type B dont il est le titulaire. Chaque titulaire d'Actions ordinaires de type A présent en personne ou par procuration aura le droit à une voix au cours d'un vote à main levée pour chaque lot de 10.000 Actions ordinaires de type B détenu, ainsi qu'à une voix lors d'un vote à bulletin secret pour chaque lot de 10.000 Actions ordinaires de type B dont il est le titulaire. Les titulaires des Actions différées n'auront pas le droit, ni en vertu ni relativement à leur possession d'Actions différées, de recevoir d'avis d'aucune assemblée générale de la Société ni n'auront le droit d'assister, de prendre la parole ou de voter à l'une desdites assemblées générales.

25.4 Conversion en Actions différées

Si, à la date de clôture par les Commissaires aux comptes des comptes audités du Groupe pour la Période comptable prenant fin le 30 juin 2015 («Date de clôture») le Prix équitable ne dépasse pas 80.000.000 £, chaque Action ordinaire de type B sera convertie à la Date de clôture en une Action différée.

25.5 Si, à la Date de clôture, le Prix équitable ne dépasse pas 160.000.000 £, chaque Action ordinaire de type C sera convertie, à la Date de clôture, en une Action différée.

25.6 Ni l'adoption par la Société d'une résolution spéciale ni l'annulation des Actions différées sans aucune contrepartie par voie de réduction de capital nécessitant la confirmation d'un tribunal en Angleterre ou au Pays de Galles («Tribunal») ni l'obtention par la Société, ni la décision par la Cour de toute ordonnance confirmant ladite réduction de capital ni l'entrée en vigueur de ladite ordonnance ne constituera une variation, une modification ou une abrogation des droits se rattachant aux Actions différées, et en conséquence, les Actions différées peuvent être annulées sans contrepartie à tout moment par voie de réduction de capital effectuée conformément au Companies Act sans recevoir de sanction de la part des titulaires des Actions différées.

25.7 La Société aura le pouvoir à tout moment d'acheter la totalité ou l'une des Actions différées pour une contrepartie globale de 1 £ pour l'ensemble des Actions différées.

25.8 Tout directeur de la Société ou Directeur de Holdings peut, en tant qu'agent ou représentant dudit membre, exécuter le contrat de cession(s) ou de rachat nécessaire ou tout autre document exigé au nom dudit membre relativement à l'achat d'une quelconque Action différée par la Société et remettre ledit contrat de cession(s) ou de rachat ou tout autre document exigé à la Société. Le Directoire autorisera l'enregistrement de la ou des cession(s) et de la Société en tant que titulaire enregistré des actions ainsi cédées. Après ledit enregistrement, le titre de la Société en tant que titulaire enregistré desdites actions ne sera pas affecté par toute irrégularité ou invalidité desdites procédures, que nul ne remettra en question.

Art. 26.

26. OPTION DE VENTE B ET OPTION DE VENTE C

26.1 Option de vente B

26.1.1 Si par rapport à une Période comptable s'achevant jusqu'au 30 juin 2015 inclus («Période concernée de type B») le Prix équitable est supérieur à 80.000.000 £, alors le Représentant des Gérants et un Directeur-investisseur mettront en œuvre tous les efforts raisonnables pour convenir du Dépassement de seuil de type B dans les [20] jours suivant la date de la signature des comptes audités du Groupe pour la Période concernée de type B prenant effet à la date où le

Dépassement de seuil B est convenu ou déterminé («Date de maturité de type B»), chaque Actionnaire de type B sera autorisé à faire valoir ses droits, conformément à l'Option de vente, à vendre toutes ses Actions ordinaires de type B conformément aux dispositions restantes énoncées au présent article.

26.1.2 Dès que raisonnablement réalisable après la Date de maturité de type B (mais, quoi qu'il arrive, au plus tard un mois suite à la Date de maturité de type B), la Société remettra à chaque Actionnaire de type B un avis («Avis de prix de vente de type B») qui précisera (i) le prix à payer pour chaque Action ordinaire de type B, (ii) la date à laquelle l'Actionnaire de type B pourra exercer son Option de vente («Date d'exercice de type B») qui ne pourra, en aucun cas, dépasser les 3 mois après la date de maturité de type B.

26.1.3 Le prix à payer pour chaque Action ordinaire de type B conformément aux dispositions du présent article 26.1.1 sera déterminé comme suit et énoncé en £ sterling (arrondi au penny le plus proche) :

26.1.3.1 le prix à payer pour chaque Action ordinaire de type B («Prix d'action de type B») sera de:

(a) le prix total à payer pour les Actions ordinaires de type B, calculé en référence à l'article , divisé par

(b) le nombre total d'Actions ordinaires de type B émises à ce moment et détenues par, ou au nom de, tous les Actionnaires de type B.

26.1.4 Après la réception de l'Avis de Prix de vente de type B, chaque Actionnaire de type B aura le droit, à la Date d'exercice de type B ou avant, de donner un avis par écrit («Avis de vente B») à la Société de son choix afin d'exercer son droit de vendre toutes ses Actions ordinaires de type B au prix d'Action de type B.

26.1.5 L'Avis de vente de type B précisera le nombre d'Actions ordinaires de type B devant être vendues.

26.1.6 La réalisation de la vente en question conformément à l'article aura lieu au siège d'activité de la Société à la date précisée à l'Avis de prix de vente de type B, laquelle ne sera pas ultérieure au 20^e jour ouvré après la Date d'exercice de type B. La Société ou ses représentants autorisés aura le droit d'inscrire toutes les notations nécessaires et appropriées aux registres des Actions afin de rendre compte de la vente desdites Actions ordinaires de type B. La Société peut élire que les Actions ordinaires de type B soumises à un Avis de vente de type B soient instantanément acquises par un Fonds d'actionnariat des Employés et, dans ces circonstances, consent à faire en sorte que ledit Fonds d'actionnariat des Employés effectue l'achat desdites Actions ordinaires de type B conformément aux termes du présent article 26.1.1.

26.1.7 Un Avis de vente de type B peut être révoqué par la ou les personne(s) l'exerçant avant la réalisation de la vente afférente. Un Avis de vente de type B peut ne pas être donné si un avis conforme à l'article ou une Offre approuvée (conformément à l'article) est en attente, sous réserve que si l'Offre approuvée en question n'est pas acceptée, le délai de remise dudit Avis de vente de type B soit prolongé afin de commencer après la date de retrait de l'Offre approuvée concernée ou de sa non-réalisation conformément à ses propres modalités.

26.1.8 Dans la mesure où un Actionnaire de type B n'exerce pas ses droits en intégralité ou en partie eu égard à l'Option de vente de type B avant la Date d'exercice de type B, ses droits d'exercice de l'Option de vente de type B relativement aux Actions ordinaires de type A deviendront caducs.

26.2 Option de vente C

26.2.1 Si par rapport à une Période comptable s'achevant jusqu'au 30 juin 2015 inclus, le Prix équitable est supérieur à 160.000.000 £, alors le Représentant des Gérants et un Directeur-investisseur mettront en œuvre tous les efforts raisonnables pour convenir du Dépassement de seuil de type C dans les 20 jours suivant la date de la signature des comptes audités du Groupe pour la Période concernée de type C et prenant effet à la date où le Dépassement de seuil de type C est convenu ou déterminé («Date de maturité de type C»), et chaque Actionnaire de type C sera autorisé à exercer ses droits, conformément à l'Option de vente, de vendre toutes ses Actions ordinaires de type C conformément aux dispositions restantes énoncées au présent article .

26.2.2 Dès que raisonnablement praticable après la Date de maturité de type C (mais, quoi qu'il arrive, au plus tard un mois suite à la Date de maturité de type C), la Société remettra à chaque Actionnaire de type C un avis («Avis de prix de vente de type C») qui précisera (i) le prix à payer pour chaque Action ordinaire de type C, (ii) la date à laquelle l'Actionnaire de type C pourra exercer son Option de vente («Date d'exercice de type C») qui ne pourra, en aucun cas, dépasser les 3 mois après la date de maturité de type C.

26.2.3 Le prix à payer pour chaque Action ordinaire de type C conformément aux dispositions du présent article sera déterminé comme suit et énoncé en £ sterling (arrondi au penny le plus proche) :

26.2.3.1 le prix à payer pour chaque Action ordinaire de type C («Prix d'action de type C») sera de:

(a) le prix total à payer pour les Actions ordinaires de type C, calculé en se référant à l'article , divisé par

(b) le nombre total d'Actions ordinaires de type C émises à ce moment et détenues par, ou au nom de, tous les Actionnaires de type C.

26.2.4 Suite à la réception de l'Avis de Prix de vente de type C, chaque Actionnaire de type C aura le droit, à la Date d'exercice de type C ou avant, à donner avis par écrit («Avis de vente de type C») à la Société de son choix afin d'exercer son droit de vendre toutes ses Actions ordinaires de type C au prix de l'Action de type C.

26.2.5 L'Avis de vente de type C précisera le nombre d'Actions ordinaires de type C devant être vendues.

26.2.6 La réalisation de la vente en question conformément à l'article aura lieu au siège d'activité de la Société à la date précisée à l'Avis de prix de vente C, laquelle ne sera pas ultérieure au 20^e jour ouvré après la Date d'exercice C. La

Société ou ses représentants autorisés auront le droit d'inscrire toutes les notations nécessaires et appropriées aux registres des Actions afin de rendre compte de la vente desdites Actions ordinaires de type C. La Société peut choisir que les Actions ordinaires de type C soumises à un Avis de vente de type C soient instantanément acquises par un Fonds au bénéfice des Employés et, dans ces circonstances, consent à faire en sorte que ledit Fonds au bénéfice des Employés effectue l'achat desdites Actions ordinaires de type C conformément aux termes du présent article .

26.2.7 Un Avis de vente de type C peut être révoqué par la ou les personne(s) l'exerçant avant la réalisation de la vente afférente. Un Avis de vente de type C peut ne pas être donné si un avis conformément à l'article ou une Offre approuvée (conformément à l'article 32) est en attente, sous réserve que si l'Offre approuvée en question n'est pas acceptée, le délai de remise dudit Avis de vente de type C soit prolongé afin de commencer après la date de retrait de l'Offre approuvée en question ou de sa non-réalisation conformément à ses propres modalités.

26.2.8 Dans la mesure où un Actionnaire de type C n'exerce pas ses droits en intégralité ou en partie eu égard à l'Option de vente de type C avant la Date d'exercice de type C, ses droits d'exercer l'Option de vente de type C relativement aux Actions ordinaires de type C deviendront caducs.

26.3 Chaque Action ordinaire de type B et/ou Action ordinaire de type C acquise par la Société ou par un Fonds au bénéfice des employés conformément à une option de vente de type B ou une option de vente de type C sera automatiquement convertie en Action différée.

Art. 27.

27. CESSION D' ACTIONS ET CESSIONS INTERDITES

27.1 Les Directeurs n'enregistreront aucune cession d'Actions aux personnes suivantes:

27.1.1 cession à une personne qui selon le Directoire procède à des activités en concurrence directe ou indirecte avec la Société ou toute société membre du Groupe, excepté le fait que cette restriction ne s'appliquera pas à

27.1.1.1 une cession d'Actions conformément aux articles et (Droits de Tag along et de Drag along) ; ou

27.1.1.2 toute cession d'actions à Naxos ou l'un quelconque des Investisseurs; ou

27.1.2 toute personne n'ayant pas la capacité légale de céder lesdites Actions ou autrement d'appliquer pleinement les dispositions du Contrat d'Investissement et des Statuts.

27.2 Sous réserve de l'article , les Directeurs n'enregistreront pas une cession d'Actions à moins que:

27.2.1 la cession ne soit autorisée par l'article (Cessions autorisées) , ou qu'elle ait été faite conformément à l'article (Préemption) ; et

27.2.2 l'acquéreur proposé ait conclu un Acte d'adhésion.

27.3 Afin d'assurer que:

27.3.1 une cession d'actions est autorisée selon les modalités du Contrat d'investissement; ou

27.3.2 qu'aucune circonstance ne s'est présentée où un Avis de cession doive ou n'aurait dû être délivré; ou

27.3.3 qu'aucune circonstance ne s'est présentée où les dispositions de «Tag along» doivent ou auraient dû s'appliquer conformément à l'article ,

le Directoire peut, et le fera sur demande d'un Directeur-investisseur, exiger d'un Membre qu'il fasse en sorte que toute personne dont le Directoire ou un Directeur Investisseur a des motifs raisonnables de penser qu'elle détient des informations pertinentes à cette fin communique à la Société les informations et les preuves que le Directoire ou un Directeur Investisseur jugera adéquates. Dans l'attente de la communication desdites informations, le Directoire aura le droit de refuser d'enregistrer toute cession afférente.

27.4 Nonobstant toute autre disposition du Contrat d'investissement, autre que pour une cession conformément à une Option de vente ou conformément à l'article (cessions obligatoires) , ou (droits de Tag along et de Drag along) aucune des Actions ordinaires de type B ou des actions ordinaires de type C ne peuvent être cédées sans Consentement d'investisseur.

Art. 28.

28. CESSIONS AUTORISÉES

28.1 Si des Actions font l'objet d'un Avis de cession, aucune cession desdites Actions ne saura être autorisée conformément au présent article.

28.2 Sous réserve des articles , et des articles à (inclus) , une Action peut être cédée:

28.2.1 sous réserve de l'article , par son titulaire bénéficiaire à une personne dont les Directeurs-investisseurs ont constaté à leur satisfaction raisonnable qu'elle agit en tant qu'intermédiaire pour le compte dudit titulaire bénéficiaire uniquement, et par ledit intermédiaire au titulaire bénéficiaire ou à une autre personne dont les Directeurs-investisseurs ont constaté à leur satisfaction raisonnable qu'elle agit en tant qu'intermédiaire pour le titulaire bénéficiaire uniquement; ou

28.2.2 sous réserve de l'article , par un Membre d'origine au(x) fiduciaire(s) du Trust familial, et par un tel fiduciaire ou de tels fiduciaires au Membre d'origine, ou à toute(s) autre(s) personne(s) dont les Directeurs-investisseurs ont constaté à leur satisfaction raisonnable qu'elle(s) est ou étaient fiduciaire(s) à ce moment (en cas de changement de fiduciaire) du Trust familial en question; ou

28.2.3 sous réserve de l'article , par un Membre d'origine à une ou plusieurs de ses Relations privilégiées, et par une telle Relation privilégiée ou de telles Relations privilégiées au Membre d'origine, ou à toute(s) autre(s) personne(s) dont les Directeurs-investisseurs ont constaté à leur satisfaction qu'elle(s) est ou étaient des Relations privilégiées du Membre d'origine; ou

28.2.4 si exigé par l'article , et conformément à ses dispositions (Cessions obligatoires) ; ou

28.2.5 à un Acheteur en signe d'acceptation d'une Offre approuvée conformément à l'article (Droits de Tag along) ou à l'article (Droits de Drag along) ;

28.2.6 si les Actions sont détenues par une entreprise, sous réserve de l'article , à une entreprise de groupe du cédant; ou

28.2.7 si les Actions sont détenues par un Fonds ou en son nom:

28.2.7.1 à un autre intermédiaire ou fiduciaire, ou partenaire général du Fonds, et par un tel intermédiaire ou fiduciaire à un autre intermédiaire ou fiduciaire pour ce Fonds ou au Fonds lui-même; ou

28.2.7.2 par une distribution en nature en vertu des documents de constitution du Fonds, aux partenaires ou titulaires d'unité, ou aux actionnaires, aux participants ou aux titulaires d'autres intérêts dans le Fonds (ou à un intermédiaire ou fiduciaire pour de tels partenaires, titulaires, membres ou investisseurs) , et par un intermédiaire ou fiduciaire pour de tels titulaires, partenaires, membres ou investisseurs envers de tels titulaires, partenaires, membres ou investisseurs ou envers un autre intermédiaire ou fiduciaire pour le compte de tels titulaires, partenaires, membres ou investisseurs; ou

28.2.7.3 à un autre Fonds géré ou conseillé par le même gérant ou conseiller que le cédant (ou en tant que Fonds pour le compte duquel une telle Action est détenue par le cédant en tant qu'intermédiaire ou fiduciaire) ou par une entreprise de groupe d'un tel gérant ou conseiller; ou

28.2.8 (en cas d'Actions détenues par Naxos uniquement) à un plan de co-investissement; ou

28.2.9 en cas de plan de co-investissement qui serait titulaire d'Actions par le biais d'une autre entreprise:

28.2.9.1 à une autre entreprise détenant ou devant détenir les Actions pour le plan de co-investissement; ou

28.2.9.2 à un autre cadre, employé ou partenaire ayant le droit de recevoir les Actions en vertu du Plan de co-investissement; ou

28.2.10 si les Actions sont détenues par un Fonds d'actionariat des employés, au bénéficiaire dudit fonds ou aux fiduciaires de remplacement ou au nom commun des fiduciaires existants et nouveaux ou supplémentaires.

28.3 Si les Actions sont la propriété d'un ou plusieurs intermédiaires du titulaire bénéficiaire, ou d'un ou plusieurs fiduciaires d'un Trust familial ou d'une ou plusieurs Relations privilégiées d'un Membre d'origine et qu'une telle personne cesse d'être;

28.3.1 un intermédiaire du titulaire bénéficiaire des Actions; ou

28.3.2 un fiduciaire du Trust familial du titulaire bénéficiaire des Actions; ou

28.3.3 une Relation privilégiée du Membre d'origine

ladite personne cèdera de telles Actions à la date de cessation au plus tard à un bénéficiaire autorisé (le cas échéant) en vertu de l'article , de l'article ou de l'article .

28.4 Une fois les Actions cédées en vertu de l'article (cessions à des entreprises du groupe) , si le bénéficiaire cesse d'être une entreprise du groupe du cédant, il cédera de telles Actions au cessionnaire d'origine ou à une autre entreprise du groupe du cessionnaire d'origine à la date de cessation au plus tard.

28.5 Si un Membre manque ou refuse d'exécuter et de réaliser une cession relative aux Actions conformément à ses obligations en vertu de l'article ou de l'article , le Directoire peut (et le fera sur demande d'un Directeur-investisseur) autoriser un Directeur ou Directeur de Holdings à exécuter et à réaliser à la ou les cession(s) nécessaire(s) au nom du Membre défaillant. Le Directoire autorisera l'enregistrement de la cession, et du bénéficiaire en tant que titulaire des Actions ainsi cédées, après que les frais de timbres légaux (le cas échéant) aient été payés. Après l'enregistrement, le titre de bénéficiaire en tant que titulaire enregistré de telles Actions ne sera pas affecté par une irrégularité ou une nullité d'une telle procédure, que nul ne remettra en question.

Art. 29.

29. PRÉEMPTION

Avis de cession

29.1 Sauf en cas de cession conformément à l'article (Cessions autorisées) , et sous réserve des interdictions de cessions énoncées à l'article , un Vendeur doit donner une copie de l'Avis de cession à la Société à Naxos. Aucun Avis de cession ne saurait être donné, à moins que le Directoire de Holdings n'ait consenti à l'émission d'un tel Avis de cession et des modalités qu'il contient

29.2 Chaque Avis de cession devra spécifier:

29.2.1 le nombre et la classe d'Actions en vente;

29.2.2 l'identité du Bénéficiaire proposé (le cas échéant) ;

29.2.3 le prix par Action auquel le Vendeur souhaite céder les Actions en vente; et

29.2.4 si l'Avis de cession est assujéti ou non à une Condition de cession totale. En l'absence d'une telle stipulation, il sera réputé comme non assujéti à cette condition. Aucune Condition de cession totale ne s'appliquera relativement à un Avis de cession réputé comme ayant été donné conformément à l'article .

Prix de cession

29.3 L'Avis de cession constituera la Société en tant qu'agent pour le Vendeur pour la cession des Actions à vendre conformément au présent article au prix spécifié dans l'Avis de cession («Prix de cession») .

Offre aux Membres

29.4 Dans les 10 jours ouvrés suivant la réception d'un Avis de cession, la Société (dans sa capacité d'agent pour le Vendeur) donnera un avis écrit à chacun des Membres (autres que le Vendeur ainsi que tout autre Membre ayant remis ou étant réputé comme ayant remis un Avis de cession relatif à toutes les Actions en sa possession, en vertu duquel la vente de telles Actions n'a pas encore été conclue) offrant la vente des Actions en vente au Prix de cession conformément aux articles et . L'avis spécifiera que les Membres disposeront d'une période s'étendant jusqu'à 20 jours ouvrés à compter de la date d'un tel avis pour demander quelques Actions ou leur totalité.

Procédure de préemption

29.5 Sera une modalité de toute offre effectuée conformément à l'article le fait que les Actions en vente seront considérées comme offertes:

29.5.1 en première instance à toutes les personnes de la catégorie énoncée à la ligne correspondante de la colonne (2) du tableau ci-dessous;

29.5.2 dans la mesure où elles ne sont pas acceptées par les personnes à la colonne (2) (soit dans le cadre de leur Part proportionnelle ou en tant qu'Actions supplémentaires) , à toutes les personnes dans la catégorie énoncée à la ligne correspondante de la colonne (3) du tableau ci-dessous;

29.5.3 dans la mesure où elles ne sont pas acceptées par les personnes à la colonne (3) (soit dans le cadre de leur Part proportionnelle ou en tant qu'Actions supplémentaires) , à toutes les personnes dans la catégorie énoncée à la ligne correspondante de la colonne (4) du tableau ci-dessous:

(1)	(2)	(3)	(4)
Cessionnaire des Actions en vente	Première priorité	Deuxième priorité	Troisième priorité
Gérant	Gérant	Naxos	Investisseurs
Naxos	Investisseurs	Gérant	
Investisseurs	Naxos	Investisseurs	Gérant

29.6 Sera une modalité supplémentaire de l'offre le fait que, s'il existe une concurrence au sein d'un groupe d'actionnaires pour les Actions en vente qui lui sont offertes, de telles Actions en vente seront réputées offertes aux titulaires d'un tel groupe en proportion (aussi fidèle que possible) du nombre existant d'Actions en leur possession comme entre les sociétés restantes membres du groupe concerné («Part proportionnelle») . Cependant, l'offre invitera également les Membres à indiquer dans leurs demandes d'Actions en vente, s'ils seraient disposés à acheter des Actions en plus de leur Part proportionnelle au cas où de telles Actions seraient disponibles, et, si oui, combien («Actions supplémentaires») .

Allocation d'Actions

29.7 Après expiration de la période d'offre précisée à l'article , (ou, si cela survient auparavant, dès réception de demandes valides pour toutes les Actions en vente conformément à cet article) , le Directoire allouera les Actions en vente comme suit:

29.7.1 si le nombre total d'Actions en vente demandées (y compris les Actions supplémentaires) est égal ou inférieur au nombre disponible d'Actions en vente, il sera alloué à chaque offrant le nombre demandé conformément à sa demande (sous réserve de l'article) ; ou

29.7.2 si le nombre total d'Actions en vente demandé est supérieur au nombre disponible d'Actions en vente, il sera alloué à chaque offrant sa Part proportionnelle ou, si ce nombre est inférieur, le nombre d'Actions en vente qu'il a demandées; et

29.7.3 les demandes d'Actions supplémentaires seront allouées conformément à de telles demandes ou, en cas de concurrence, parmi les demandeurs d'Actions supplémentaires dans de telles proportions aussi égales que possible aux proportions de toutes les Actions détenues par de tels destinataires en tant que pourcentage de toutes les Actions détenues par la même catégorie de destinataires.

29.8 Les allocations d'Actions en vente faites par la Société conformément au présent article constitueront l'acceptation par les personnes à qui elles sont allouées de l'offre d'acheter ces Actions en vente selon les modalités qui leur sont proposées, sous réserve que nul ne soit obligé de prendre plus que le nombre maximum d'Actions en vente qu'il n'a indiqué être disposé à acheter à la Société.

Réalisation de la vente et achat des Actions en vente

29.9 La Société émettra un avis écrit immédiatement après l'allocation d'Actions en vente («Avis d'allocation») au Vendeur ainsi qu'à toute personne à qui les Actions en vente ont été allouées, spécifiant:

29.9.1 le nombre d'Actions en vente ainsi allouées;

29.9.2 le prix total payable pour elles;

29.9.3 toute information supplémentaire exigée par l'article (si applicable) ; et

29.9.4 (sous réserve de l'article) le lieu et le moment (n'étant pas ultérieur à cinq jours ouvrés après la date de l'Avis d'allocation) auxquels la vente des Actions en vente aura lieu.

29.10 Sous réserve de l'article , la réalisation de la vente et de l'achat des Actions en vente conformément à l'Avis d'allocation aura lieu au lieu et au moment spécifiés dans l'Avis d'allocation quand le Vendeur, sur paiement du prix dû, cèdera lesdites Actions en vente spécifiées à l'Avis d'allocation et remettra les certificats d'Action afférents aux personnes à qui elles ont été allouées.

29.11 Si l'Avis de cession incluait une Condition de cession totale et que le nombre total d'Actions demandées est inférieur au nombre d'Actions en vente:

29.11.1 l'Avis d'allocation mentionnera une telle Condition de cession totale et contiendra une offre supplémentaire, ouverte pendant 28 jours, aux personnes à qui les Actions en vente ont été allouées, de demande d'Actions en vente supplémentaires; et

29.11.2 la réalisation de la cession conformément aux paragraphes précédents du présent article sera conditionnelle d'une telle allocation de toutes les Actions en vente.

Défaillance du Vendeur

29.12 Si le Vendeur manque à la date de réalisation due d'exécuter et de remettre les cessions relativement à l'une quelconque des Actions en vente qu'il est tenu de céder, le Directoire peut (et le fera sur demande d'un Directeur-investisseur) autoriser un Directeur ou un Directeur de Holdings à:

29.12.1 exécuter la ou les cession(s) nécessaires au nom du Vendeur; et

29.12.2 en contrepartie de la réception par la Société du Prix de cession payable pour les Actions en vente concernées (devant être détenues en trust pour le Vendeur sans intérêts) (la réception étant une décharge envers le destinataire qui ne sera pas tenu de voir son application) , remettre une ou de telle(s) cession(s) au(x) destinataire(s) concerné(s) .

Le Directoire autorisera l'enregistrement de la ou des cession(s) , et du ou des destinataire(s) en tant que titulaire(s) des Actions ainsi cédées, après que les frais de timbres légaux (le cas échéant) aient été payés. Après l'enregistrement, le titre de tel(s) destinataire(s) en tant que titulaire(s) enregistré(s) de telles Actions ne sera pas affecté par une irrégularité ou une nullité d'une telle procédure, que personne ne remettra en question.

Épuisement des droits de préemption - droits et restrictions relatifs à la vente aux tiers

29.13 Immédiatement après l'épuisement d'un processus de préemption suivi conformément aux modalités du Contrat d'investissement, si l'une des Actions en vente reste non allouée, la Société notifiera le Vendeur de cet état de fait. Le Vendeur peut, à tout moment dans un délai d'un mois civil après réception d'un tel avis (mais pas autrement, à moins que la procédure de préemption énoncée au Contrat d'investissement ne soit réitérée) , céder des Actions en vente invendues au Bénéficiaire proposé à un prix n'étant pas inférieur au Prix de cession, sauf que:

29.13.1 le Directoire refusera l'enregistrement d'une cession à un Bénéficiaire proposé étant une personne à qui les Actions ne sauraient être cédées en vertu des articles ou;

29.13.2 si une telle cession, une fois effectuée et enregistrée, résulte en l'obtention, par le Bénéficiaire proposé (après la date du Contrat d'investissement) , d'un Intérêt majoritaire, le Directoire refusera l'enregistrement d'une telle cession jusqu'au moment où une Offre approuvée sera effectuée et où les dispositions de l'article (Droits de Tag along) auront été respectées.

29.13.3 si le Vendeur a inclus une Condition de cession totale dans l'Avis de cession qui n'a pas été remplie, le Vendeur aura le droit de transférer la totalité (mais pas seulement quelques-unes) des Actions en vente;

29.13.4 une telle cession doit être de bonne foi et le Directoire peut demander (de la manière qui lui semble raisonnablement adéquate) que les Actions en vente soient vendues à un prix n'étant pas inférieur au Prix de cession sans aucune déduction, remise ou crédit que ce soit. Si cette condition n'est pas remplie, le Directoire peut refuser d'enregistrer la cession; et

29.13.5 en cas de processus de cession réputé conformément à l'article article , le Vendeur forcé n'aura pas le droit de céder des Actions en vente invendues à un tiers.

Art. 30.

30.ÉVALUATION

Détermination de la «Valeur en Bourse»

Si les Commissaires aux comptes (ou, en vertu de l'article 1.4 du Contrat d'investissement, des experts-comptables indépendants) sont tenus de déterminer la Valeur en Bourse des actions ordinaires de type A conformément à l'article , les dispositions énoncées ci-dessous s'appliqueront.

30.1 La Valeur en Bourse sera déterminée par les Commissaires aux comptes ou, le cas échéant, des experts-comptables indépendants, qui évalueront d'abord la Société dans son ensemble:

30.1.1 en supposant que, si la Société est actuellement en activité, elle le restera;

30.1.2 en supposant que la totalité du capital émis de la Société est en train d'être vendue entre un acheteur volontaire et un vendeur volontaire dans des conditions de pleine concurrence par traité privé contre espèces payables en totalité à la réalisation;

30.1.3 en tenant compte des actions pouvant être allouées conformément à des options ayant été émises par la Société et toujours non libérées;

30.1.4 en tenant compte de toute offre de bonne foi pour la Société provenant d'un tiers sans relation dans les six mois précédant la date de remise de l'Avis de cession ou la date réputée de remise et en tenant compte des raisons pour lesquelles cette offre n'a pas été acceptée et accomplie; et

30.1.5 en reconnaissant que dans toutes les autres circonstances, les Actions ordinaires de type A ne peuvent pas être mises librement sur le marché; et

30.1.6 en tenant compte de l'impact sur la Société du fait qu'un Gérant cesse d'être un employé et/ou un directeur de la Société ou d'une Société du Groupe;

30.2 Ayant évalué la Société dans sa globalité, les Commissaires aux comptes ou, le cas échéant, les experts-comptables indépendants détermineront la Valeur en Bourse des Actions ordinaires de type A concernées:

30.2.1 après avoir déduit de la valeur de la Société dans sa globalité (s'ils ne l'ont pas déjà pris en compte lors de l'évaluation de la Société) :

30.2.1.1 tous montants dus aux titulaires d'Emprunts sur billet (relativement à des remboursements, des arriérés ou des accumulations d'intérêt) ;

30.2.1.2 les arriérés, accumulations ou déficiences de dividende sur des Actions ordinaires de type A; et

30.2.2 sans tenir compte de l'éventualité que les Actions ordinaires de type A concernées représentent un intérêt majoritaire ou minoritaire; et

30.2.3 sans tenir compte des droits et des restrictions liés aux Actions ordinaires de type A concernées relativement au revenu, au capital et à la cession.

30.3 Les coûts et les dépenses des Commissaires aux comptes (ou des experts-comptables indépendants) pour faire état de leur opinion sur la Valeur en Bourse seront supportés pour moitié par le Vendeur et pour l'autre moitié par les Actionnaires acheteurs au pro rata du nombre d'Actions en vente achetées par eux, à moins qu'aucune des Actions en vente ne soit achetée par des Membres, auquel cas le Vendeur paiera la totalité de tels coûts et dépenses.

Art. 31.

31. CESSIONS OBLIGATOIRES

Circonstances entraînant une cession obligatoire

31.1 Le présent article s'applique dans les cas suivants:

31.1.1 un Individu concerné est un Membre; et/ou

31.1.2 Un Individu concerné a établi un Trust familial détenant des Actions; et/ou

31.1.3 un Actionnaire détient des Actions en tant que mandataire d'un Individu concerné; et/ou

31.1.4 Les Actions sont détenues par une Relation privilégiée ou une autre personne à qui l'Individu concerné a le droit de céder des Actions conformément à l'article; et/ou

31.1.5 Les Actions sont détenues par une société, dont une partie du capital émis par actions est détenue de manière bénéficiaire par l'Individu concerné ou une Relation privilégiée, un Trust familial ou une autre personne à qui l'Individu concerné a la permission de céder des Actions conformément à l'article

et l'Individu concerné cesse pour une quelconque raison (y compris le décès ou la faillite) d'être un employé et/ou un directeur d'une quelconque société membre du Groupe.

Cession obligatoire des Actions ordinaires A

31.2 Dans les quatre mois après la Date de cessation, un Directeur-investisseur peut remettre un avis («Avis de vente obligatoire») à l'Individu concerné et/ou un titulaire d'Actions ordinaires de type A étant un bénéficiaire autorisé dudit Individu concerné (conformément à l'article) (ou les AD ou le liquidateur judiciaire d'un Membre en faillite) exigeant de chacun desdits qu'il offre à la vente quelques-unes ou toutes les Actions non acquises dudit Individu concerné ou bénéficiaire autorisé dudit Individu concerné.

31.3 Les Actions non acquises faisant l'objet de l'Avis de vente obligatoire seront offertes à la vente (d'une autre manière qu'à un Vendeur obligatoire ou un autre Membre ayant remis ou étant réputé avoir remis un Avis de cession relatif à toutes les Actions en sa possession ou étant réputé avoir remis un Avis de cession relatif à toutes les Actions non acquises encore non libérées et en sa possession) conformément aux dispositions de l'article . Le Directoire, avec le consentement d'un Directeur-investisseur, peut également déterminer à son absolue discrétion de révoquer un Avis de cession précédemment donné ou réputé avoir été donné par le(s) Vendeur(s) obligé(s) encore en suspens à la Date de cessation.

Première offre au Gérant de remplacement/EBT (Fonds d'actionariat des employés)

31.4 Les dispositions suivantes du présent article s'appliqueront à une cession d'Actions non acquises par un Membre en conséquence de la remise d'un Avis de vente obligatoire:

31.4.1 Dans les dix jours ouvrés suivant l'événement le plus tardif:

31.4.1.1 la réception de l'Avis de vente obligatoire par l'Individu concerné; et

31.4.1.2 la détermination du prix pour les Actions non acquises faisant l'objet de l'Avis de vente obligatoire conformément aux dispositions du Contrat d'investissement («Prix de vente obligatoire»),

la Société (en sa capacité d'agent pour le Vendeur) offrira immédiatement les Actions non acquises que l'Individu concerné et/ou l'un de ses bénéficiaires autorisés sont obligés de vendre conformément aux dispositions de l'Avis de vente obligatoire au Prix de vente obligatoire comme ordonné par le Directoire de Holdings à un autre employé d'une société membre du Groupe ou à toute personne qui détiendra de telles Actions non acquises au profit d'employés existants ou futurs y compris (sans s'y limiter), un Fonds d'actionariat du personnel d'une société du Groupe ou un fiduciaire professionnel, et en ce cas de détenir de telles actions selon les modalités d'un trust discrétionnaire au profit de la classe de bénéficiaires comprenant (sans s'y limiter) les employés et les directeurs d'une Société du groupe.

31.4.2 Si le destinataire de telles Actions non acquises conformément à l'article demande l'une d'entre elles dans les dix jours ouvrés suivant la date de l'offre, la Société allouera à ce destinataire le nombre de telles Actions non acquises demandées, à la date la plus tardive:

31.4.2.1 le quinzième jour ouvré suivant la remise de l'Avis de vente obligatoire; et

31.4.2.2 la date de détermination du Prix de vente obligatoire.

31.4.3 Si toutes les Actions non acquises sont allouées conformément à l'article, les dispositions de l'article à ne s'appliqueront pas. Si aucune ou certaines des Actions non acquises seulement faisant l'objet de la Vente obligatoire sont ainsi allouées, les dispositions de l'article à prendront effet comme si la mention aux Actions en vente se rapportait aux Actions non allouées conformément à cet article et la référence au Prix de cession était au Prix de vente obligatoire.

31.5 Prix de vente - Bon sortant / Mauvais sortant

Le prix des Actions non acquises sera:

31.5.1 si l'Individu concerné est un Mauvais sortant, le plus bas d'entre les prix suivants:

31.5.1.1 le prix d'émission (y compris les primes) des Actions non acquises (ou, si l'une des Actions en vente devait être acquise par un Vendeur obligé par voie de cession plutôt que d'allocation, le plus bas d'entre le prix d'émission (y compris les primes) et le montant payé par un tel Vendeur obligé pour la cession); et

31.5.1.2 la Valeur sur le marché des Actions en vente à la Date de cessation devant être convenue ou déterminée conformément à l'article 1.4 du Contrat d'investissement ainsi que l'article ou;

31.5.2 si l'Individu concerné est un Bon sortant, le prix sera la Valeur sur le marché des Actions en vente à la Date de cessation, devant être convenue ou déterminée comme dit plus haut.

Cession obligatoire des Actions ordinaires de type B et des Actions ordinaires de type C

31.6 Si, à la Date de cessation:

31.6.1 les comptes audités de la Société et de chaque membre du Groupe pour la Période comptable dont la date d'achèvement est la plus proche de la Date de cessation ont été clôturés par les Commissaires aux comptes; et

31.6.2 les Actionnaires de type B n'ont aucun droit à une somme pour l'exercice de l'Option de vente de type B conformément aux dispositions de l'article

alors la Société sera réputée avoir remis à l'Individu concerné détenant des Actions ordinaires de type B un avis exigeant dudit Individu concerné qu'il vende toutes les Actions ordinaires de type B enregistrées en son nom à un Fonds d'actionariat des employés de toute Société du Groupe et le prix de telles Actions ordinaires de type B sera une somme égale à l'addition des valeurs nominales de telles Actions ordinaires de type B.

31.7 Si, à la Date de cessation:

31.7.1 les comptes audités de la Société et de chaque membre du Groupe pour la Période comptable dont la date d'achèvement est la plus proche et antérieure à la Date de cessation ont été clôturés par les Commissaires aux comptes; et

31.7.2 les Actionnaires de type C n'ont aucun droit à une somme pour l'exercice de l'Option de vente de type C conformément aux dispositions de l'article

alors la Société sera réputée avoir remis à l'Individu concerné détenant des Actions ordinaires de type C un avis exigeant dudit Individu concerné qu'il vende toutes les Actions ordinaires de type C enregistrées en son nom à un Fonds d'actionariat des employés de toute société du Groupe et le prix de telles Actions ordinaires de type VC sera une somme égale à la valeur nominale additionnée de telles Actions ordinaires de type C.

31.8 Si, à la Date de cessation, les comptes audités de la Société et de chaque société membre du Groupe pour la Période comptable dont la date d'achèvement est la plus proche et antérieur à la Date de cessation n'ont pas été clôturés par les Commissaires aux comptes, l'Individu en question aura le droit de conserver les Actions ordinaires de type B et les Actions ordinaires de type C enregistrées à son nom en attente de la clôture de tels comptes par les Commissaires aux comptes.

31.9 Si, après la clôture des comptes cités à l'article par les Commissaires aux comptes, les Actionnaires de type B n'ont droit à aucune somme conformément aux dispositions de l'article et/ou les Actionnaires de type C n'ont droit à aucune somme conformément aux dispositions de l'article alors, immédiatement après la clôture de tels comptes par les

Commissaires aux comptes, la Société sera réputée comme ayant remis à l'Individu concerné un avis exigeant d'un tel Individu concerné qu'il vende la totalité des Actions ordinaires de type B enregistrées à son nom (dans l'éventualité où de telles Actions ordinaires de type B ne donnent droit à aucune somme conformément à l'article) et/ou toutes les Actions ordinaires de type C enregistrées à son nom (dans l'éventualité où de telles Actions ordinaires de type C ne soient éligibles à aucune somme conformément à l'article) , dans chacune de ces éventualités à un Fonds d'actionariat des employés d'une Société membre du groupe et le prix de telles Actions ordinaires de type B sera une somme égale à l'addition des valeurs nominales de telles Actions ordinaires de type B, et le prix de telles Actions ordinaires de type C sera une somme égale à l'addition des valeurs nominales de telles Actions ordinaires de type C.

31.10 Si, après la clôture des comptes cités à l'article par les Commissaires aux comptes, les Actionnaires de type B et/ou les Actionnaires de type C sont éligibles à une somme conformément à l'article ou conformément à l'article alors les Actionnaires de type B (en cas d'éligibilité conformément à l'article) et/ou les Actionnaires de type C (en cas d'éligibilité conformément à l'article) seront autorisés à exercer leurs droits conformément à l'Option de vente de type B et/ou l'Option de vente de type C (selon le cas) .

31.11 En cas de défaillance d'un Individu concerné à exercer et remettre les cessions relatives à des Actions ordinaires de type B ou à des Actions ordinaires de type C, dans les trois jours suivant la demande d'un Directeur-investisseur, Actions que ledit Individu concerné est obligé de céder conformément aux dispositions des articles à (inclus) le Directoire peut (et le fera sur demande d'un Directeur-investisseur) autoriser un Directeur ou Directeur de Holdings à exécuter la ou les cession(s) nécessaire(s) pour le compte d'un tel Individu concerné et en contrepartie de la réception de la somme concernée due relativement à de telles Actions ordinaires de type B et/ou Actions ordinaires de type C, à remettre de telles cessions au Fonds d'actionariat des employés concerné.

31.12 «Valeur en Bourse» aux fins de l'article sera:

31.12.1 le prix convenu entre le(s) Vendeur(s) obligé(s) et le Directoire (avec le consentement d'un Directeur-investisseur) ; ou

31.12.2 s'ils manquent de convenir d'un prix dans les 15 jours ouvrés suivant la date de remise de l'Avis de vente obligatoire (ou dans un tel autre délai pouvant être déterminé par un Directeur-investisseur) , le prix déterminé par les Commissaires aux comptes (ou l'expert-comptable indépendant) en tant que Valeur en Bourse de telles Actions à la Date de cessation, conformément aux principes énoncés à l'article.

Suspension des droits de vote au cours de la procédure de cession obligatoire

31.13 À moins qu'un Directeur-investisseur n'en ordonne autrement par écrit, les Actions détenues par un Vendeur forcé à la Date de cessation (et les Actions émises à un Vendeur obligé après une telle date en vertu de l'exercice d'un droit ou d'une option accordée ou découlant en vertu de sa détention des Actions en vente) cesseront de conférer le droit de recevoir des avis, d'assister et de voter à une assemblée générale de la Société, ou à une assemblée des actionnaires d'Actions de toute classe prenant effet dès la Date de cessation (ou, le cas échéant, à la date d'émission de telles Actions, si elle est ultérieure) , et de telles Actions ne seront pas comptées dans la détermination du nombre total de votes pouvant être exprimés lors d'une telle assemblée, ou aux fins d'une résolution écrite de Sociétés membres. Ce droit sera restauré immédiatement après l'enregistrement d'une cession des Actions en vente par la Société conformément au présent article.

Transmission d'Actions

31.14 Sans porter préjudice aux articles et (dont les dispositions, lorsqu'elles opèreront, prévaudront sur les dispositions de l'article et les dispositions de l'article) , une personne éligible à un Action ou des Actions en conséquence de la faillite, placement sous administration judiciaire ou liquidation d'une société Membre ou d'une autre manière par effet de loi sera tenue à tout moment, si les Directeurs l'y appellent par écrit avec le consentement d'un Directeur-investisseur au plus tard 90 jours après que les Directeurs aient été avisés par la personne concernée qu'elle y est devenue éligible, à donner un Avis de cession (sans spécifier de Prix de cession) relatif à la totalité ou une partie seulement des Actions alors enregistrées au nom du Membre insolvable conformément aux dispositions de l'article qui s'appliqueront comme si elles étaient énoncées dans leur intégralité dans le présent Article.

31.15 Si une telle personne manque de donner un Avis de cession conformément à l'article dans les 10 jours ouvrés après y avoir été appelée:

31.15.1 le Directoire peut (et le fera sur demande d'un Directeur-investisseur) autoriser un Directeur à exécuter et remettre une cession des Actions concernées à une personne désignée par les Directeurs en tant que mandataire pour la personne ayant droit aux Actions; et

31.15.2 la Société peut donner un reçu pour le prix d'achat de telles Actions, enregistrer le ou les acheteur(s) en tant que leurs titulaires et émettre des certificats pour lesdites à destination de tels acheteurs. Après l'enregistrement, le titre de tel(s) acheteur(s) en tant que titulaire(s) enregistré(s) de telles Actions ne sera pas affecté par une irrégularité ou une nullité d'une telle procédure, que nul ne remettra en question. Dans un tel cas, la personne ayant droit aux Actions en conséquence du décès, de l'insolvabilité ou d'une autre manière par effet de loi sera tenue de remettre les certificats des Actions concernées à la Société, après quoi elle sera autorisée à recevoir le prix d'achat. Entretemps, le prix d'achat sera détenu par la Société en fonds pour ladite personne sans intérêts.

Art. 32.**32. CHANGEMENT DE CONTRÔLE — DROITS DE TAG ALONG**

32.1 À l'exception des cessions conformément à l'article (Cessions autorisées) , aucune cession d'Actions qui aboutirait, si elle était effectuée et enregistrée, à l'obtention d'un Intérêt majoritaire par une personne ou des personnes agissant de concert après la date du Contrat d'investissement, ne sera effectuée ou enregistrée, à moins que:

32.1.1 une Offre approuvée est faite par le(s) bénéficiaire(s) proposé(s) («Acheteur») ou, sur demande écrite de l'Acheteur, par la Société en tant que mandataire de l'Acheteur; et

32.1.2 l'Acheteur satisfait en tous points aux modalités de l'Offre approuvée au moment de réalisation de la vente et de l'achat des Actions suite à ladite.

32.2 Aux fins du présent article:

32.2.1 «Offre approuvée» désigne une offre par écrit remise à toutes les sociétés membres du Groupe détenant des Actions (y compris le cessionnaire proposant) , offrant d'acheter toutes les Actions détenues par de telles Sociétés membres (y compris les Actions pouvant être allouées conformément à l'exercice ou la conversion d'options, de droits de souscription ou de titres convertibles en Actions d'équité existantes à la date de ladite offre) qui:

32.2.1.1 est stipulée ouverte à l'acceptation pour au moins 15 jours ouvrés;

32.2.1.2 offre une contrepartie pour chaque Action ainsi que chaque Action différée (en liquide, en garanties ou d'une autre manière dans n'importe quelle combinaison) conformément aux dispositions de l'article;

32.2.1.3 comprend un engagement par l'Acheteur ou en son nom que, sous réserve de l'application par l'Acheteur des articles et , aucune autre contrepartie (en espèces ou autre) ne saurait être reçue ou recevable par une Société membre qui, eu égard à la substance de la transaction dans son ensemble, puisse être raisonnablement considérée comme un ajout au prix payé ou payable pour les Actions devant être vendues par une telle Société membre, et que ni l'Acheteur ni une personne agissant conformément à un contrat ou un accord conclu d'une autre manière avec des modalités plus favorables ou ayant convenu de modalités plus favorables avec une autre Société membre pour l'achat des Actions;

32.2.1.4 octroie le remboursement dans la mesure où il en existerait dans l'émission des Emprunts sur billet conformément à l'Acte d'Emprunt sur billet ou, si la Société est incapable selon la loi d'effectuer un tel remboursement, octroie l'achat de tels Emprunts sur billet au prix auxquels ils auraient été remboursés; et

32.2.1.5 a pour modalité que la vente et l'achat des Actions relativement auxquelles l'offre est acceptée seront réalisées au même moment.

Art. 33.**33. CHANGEMENT DE CONTRÔLE - DROITS DE DRAG ALONG**

33.1 Quand une Offre approuvée sera faite, Naxos aura le droit («Droit de Drag along») d'exiger (selon la manière énoncée à l'article) de tous les autres titulaires d'Actions y compris des personnes acquérant des Actions suite à l'émission de l'Offre approuvée conformément à l'exercice des options ou la conversion de garanties («Autres actionnaires») qu'ils acceptent intégralement l'Offre approuvée.

33.2 Le Droit de Drag along peut être exercé par la remise de l'avis à cet effet sur les autres Actionnaires en même temps, ou dans un délai de cinq jours ouvrés suivant la réalisation de l'Offre approuvée (ou, si ultérieurement, dans un délai de cinq jours ouvrés suivant l'acquisition d'Actions par l'autre Actionnaire concerné) .

33.3 À l'occasion de l'exercice du Droit de Drag along, chacun des autres Actionnaires sera tenu d'accepter l'Offre approuvée relativement à la totalité des Actions en sa possession et de se conformer aux obligations assumées en vertu d'une telle acceptation.

33.4 Si l'un des autres Actionnaires manque à accepter l'Offre approuvée ou si, après avoir accepté cette offre, il manque à réaliser la vente d'une de ses Actions conformément à l'Offre approuvée, ou qu'il manque d'une autre manière à accomplir les actions exigées de lui en vertu des modalités de l'Offre approuvée, Naxos ou les personnes ainsi autorisées par le Directoire peuvent accepter l'offre pour le compte de l'autre Actionnaire concerné, ou entreprendre une action exigée en vertu des modalités de l'Offre approuvée de la part de l'autre Actionnaire en question. En particulier, une telle personne peut exécuter la ou les cession(s) nécessaire(s) pour le compte de cet autre Actionnaire; et en contrepartie de:

33.4.1 un reçu par la Société (en fiducie pour un tel autre Actionnaire) de la contrepartie payable pour les Actions concernées (le reçu étant une décharge à destination de l'Acheteur, qui ne sera pas tenu de voir son application) ; et

33.4.2 de l'application par l'Acheteur et, le cas échéant, par la Société de toutes les autres modalités de l'Offre approuvée

remettre une ou de telle(s) cession(s) à l'Acheteur (ou son intermédiaire) . Le Directoire autorisera alors l'enregistrement de(s) cession(s) et de l'Acheteur (ou son mandataire) en tant que titulaire des Actions ainsi cédées. Après l'enregistrement, le titre de l'acheteur (ou de son intermédiaire) en tant que titulaire enregistré de telles Actions ne sera pas affecté par une irrégularité ou une nullité d'une telle procédure, que nul ne remettra en question. L'autre Actionnaire, en tel cas, sera tenu de remettre son certificat relatif à ses Actions à la Société, ou une déclaration statutaire de perte (le cas échéant) après quoi l'autre Actionnaire aura le droit de recevoir le prix d'achat pour de telles Actions.

106124

Evaluation - Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 4.000.-.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont procès verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. PIEL, A. SIEBENALER, Q. RUTSAERT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2010. Relation: LAC/2010/33709. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR) .

Le Receveur (signé) : F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 31 août 2010.

Référence de publication: 2010120693/2232.

(100136936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

International Shipowners Reinsurance Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 8.848.

Les comptes annuels au 20/02/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010121292/10.

(100137027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

Hermes Finance AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 113.297.

Lors de l'Assemblée Extraordinaire des actionnaires tenue le 1^{er} septembre 2010, il a été résolu ce qui suit:

1. D'approuver la démission de M. Peter ENGELBERG comme administrateur au conseil d'administration;

2. D'élire Ms. Fiona FINNEGAN demeurant professionnellement au 2-4 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg comme administrateur au conseil d'administration.

At the Extraordinary General Meeting of shareholders held at the registered office of the Company on September 1st, 2010, it has been resolved the following:

1 To accept the resignation of Mr. Peter ENGELBERG as director of the company;

2 To appoint Ms. Fiona FINNEGAN residing professionally at 2-4 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, as a new director of the company.

Référence de publication: 2010121071/16.

(100137545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Hestia S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 87.089.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue en date du 8 septembre 2010 a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Jorrit Crompvoets, en tant qu'Administrateur de la société, est acceptée avec effet immédiat.

- Ivo Hemelraad, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouvel Administrateur de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2013.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010121072/16.

(100137467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

GREEN CROSS S.à.r.l., société de gestion de patrimoine familial. (SPF), Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 112.564.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010121065/10.

(100137655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Hardwick Properties S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 70.163.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010121066/9.

(100137430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Vermietungsgesellschaft Objekt 12, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 17.573.

Rectificatif des statuts coordonnés numéro L100098883 déposé le 07/07/2010

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 08 septembre 2010.

Référence de publication: 2010121209/11.

(100137661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Vis Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 139.842.

Par décision du conseil d'administration tenu le 03 septembre 2010 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter, avec effet immédiat, la démission de:

Madame Elisiana PEDONE, résidant professionnellement au 19/21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg de sa fonction d'administrateur

- De coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat

Madame Rossana DI PINTO résidant professionnellement au 19/21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg son mandat ayant pour échéance l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010121211/19.

(100137675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

VISTRA (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 750.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 37.185.

—
EXTRAIT

Il convient de noter que l'adresse professionnelle de Johanna Van Oort et Ivo Hemelraad, gérants, est désormais au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010121212/13.

(100137505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Innova Financial Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 128.343.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Référence de publication: 2010121079/10.

(100137448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Inspicio S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 136.460.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Référence de publication: 2010121081/10.

(100137478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

LSF5 Lux Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 141.058.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Référence de publication: 2010121116/10.

(100137422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

LSF6 Lux Investments II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 137.059.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Référence de publication: 2010121118/10.

(100137436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Service Automobile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8310 Capellen, 1B, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 52.960.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/09/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2010121176/12.

(100137502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

LBREM NW Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 119.744.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil de gérance de la société en date du 30 août 2010

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, au 9B, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg avec effet au 30 août 2010.

A Luxembourg, le 08 septembre 2010.

Pour extrait conforme
Signatures
L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2010121110/15.

(100137627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Saltsea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 92.476.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SALTSEA S.A.
Robert REGGIORI / Georges DIEDERICH
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010121181/12.

(100137682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

TAO Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 146.581.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un Président en la personne de Monsieur Ahcène BOULHAIS. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Luxembourg, le 31 mars 2010.
Certifié sincère et conforme
Pour TAO INVEST S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010121193/14.

(100137631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

F.16 Ferblanteries Crolux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 122.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour F.16 FERBLANTERIES CROLUX s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010121275/11.

(100136629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

ISTC (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 131.315.

Extrait de la décision du 19 juillet 2010 du conseil d'administration

Est nommé avec effet immédiat Monsieur Simon Marshall Pearce, demeurant au 5, Oaklands Avenue, Esher, KT10 8HX Surrey, Royaume-Uni, en qualité de:

Président du Conseil d'Administration, dont la durée du mandat sera fonction de celle de son mandat d'administrateur.

Signature.

Référence de publication: 2010121295/12.

(100137020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2010.

Aviartner Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 109.949.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010121350/10.

(100137350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Aviartner LH2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 110.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010121351/10.

(100137361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Aviartner LH3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 110.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010121352/10.

(100137348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2010.
